



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU SENEGAL
MINISTRE DES FINANCES
ET DU BUDGET

Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

SENEGAL 2021



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Ministère des Finances et du Budget
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

SENEGAL 2021

AVANT-PROPOS

Le présent document retrace les statistiques de la balance des paiements et de la position extérieure globale du Sénégal pour l'année 2021. La balance des paiements est un état statistique où sont résumées, sous une forme comptable et pour une période donnée, toutes les opérations d'une économie avec le reste du monde et plus précisément, toutes les transactions entre les résidents et les non-résidents d'une économie.

Les résidents d'un pays se définissent comme des entités institutionnelles ayant leur centre d'intérêt prédominant sur le territoire économique de ce pays, c'est-à-dire y possédant soit un domicile, soit un lieu de production ou des locaux à autre usage, où ils exercent leurs activités économiques. Ils se distinguent en administrations publiques centrales et locales, particuliers vivant dans le pays ou y séjournant depuis plus d'un an, entreprises installées dans le pays y compris les filiales et succursales d'entreprises étrangères. Les non-résidents ont en revanche leur pôle d'intérêt économique à l'étranger. Par convention, les représentations et personnels diplomatiques, les étudiants hors de leur pays, ainsi que les bases et troupes militaires en stationnement à l'étranger sont considérés comme résidents de leur pays d'origine et non de leur pays d'accueil.

La référence à une période donnée indique que la balance des paiements enregistre des flux et non des stocks. Les données sur les stocks sont recensées dans la position extérieure globale (PEG). Les flux ou transactions sont des échanges qui portent sur des biens, des services et des revenus (ressources réelles). Ils peuvent faire naître des créances ou des engagements financiers par rapport au reste du monde (opérations financières) ou être sans contrepartie (transferts courants et en capital).

Dans le présent document, la monnaie de référence est le franc CFA, sauf indication contraire.

SOMMAIRE	Page
Sommaire.....	i
Liste des Sigles et Acronymes.....	ii
Liste des tableaux.....	iii
Liste des encadrés.....	iv
Liste des graphiques	v
Evolution récente de la Balance des Paiements	vi
Balance des Paiements (Optique BCEAO).....	vii
Balance des Paiements (Résumée).....	viii
Position Extérieure Globale Nette.....	ix
Résumé.....	x
INTRODUCTION	1
I - COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	4
I.1 – Balance commerciale.....	7
1-1-1 – Exportations de biens.....	8
1-1-2 – Importations de biens	14
I.2 - Balance des services.....	19
1-2-1 – Transports.....	19
1-2-2 – Voyages.....	19
1-2-3 – Autres services.....	20
I.3 - Compte de revenu primaire.....	21
I.4 - Compte de revenu secondaire.....	21
II - COMPTE DE CAPITAL.....	23
III - COMPTE FINANCIER.....	25
IV - CAPITAUX MONETAIRES.....	28
IV.1 - Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	28
IV.2 - Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	28
V - POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	29
CONCLUSION	30
ANNEXES.....	31

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

- AEN** : Actifs Extérieurs Nets
- ANSD** : Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
- BCEAO** : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
- BCE** : Banque Centrale Européenne
- CAF** : Coût, assurance et fret
- CEDEAO** : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
- DGPPE** : Direction Générale de la Planification et des Politiques Economiques
- DTS** : Droits de Tirages Spéciaux
- FCFA** : Franc de la Communauté Financière Africaine
- FMI** : Fonds Monétaire International
- FOB** : Free on bord (valeur d'une marchandise, non compris les frais de transport et d'assurance)
- IDE** : Investissements Directs Etrangers
- IHPC** : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
- PED** : Pays Emergents et en Développement
- PEG** : Position Extérieure Globale
- PEGN** : Position Extérieure Globale Nette
- PIB** : Produit Intérieur Brut
- UEMOA** : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.	Evolution du compte des transactions courantes.....	4
Tableau 2.	Compte de biens.....	8
Tableau 3.	Orientation géographique des exportations de marchandises générales.....	9
Tableau 4.	Exportations de marchandises générales par principaux produits.....	10
Tableau 5.	Exportations de marchandises générales ajustées.....	13
Tableau 6.	Orientation géographique des importations.....	14
Tableau 7.	Evolution des importations de marchandises générales.....	15
Tableau 8.	Evolution des importations de marchandises générales ajustées.....	17
Tableau 9.	Evolution des principaux soldes de la balance des services.....	19
Tableau 10.	Evolution du solde des services de transports.....	19
Tableau 11.	Evolution du poste voyages.....	20
Tableau 12.	Evolution du solde des autres services.....	20
Tableau 13.	Evolution des soldes du compte de revenu primaire.....	21
Tableau 14.	Evolution des revenus secondaires.....	22
Tableau 15.	Evolution du compte de capital.....	23
Tableau 16.	Evolution du compte financier.....	25
Tableau 17.	Evolution du stock des avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	28
Tableau 18.	Evolution du stock des avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	28

LISTE DES ENCADRES

Encadré A : Cadre d'analyse du déficit du compte courant.....	6
Encadré B : Ajustement des données du commerce extérieur.....	18
Encadré C : Présentation monétaire de la balance des paiements.....	26

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1.	Croissance dans le monde.....	1
Graphique 2.	Evolution du compte courant.....	5
Graphique 3.	Evolution de la balance commerciale.....	7
Graphique 4.	Orientation géographique du solde des échanges de biens	7
Graphique 5.	Volume des exportations de produits arachidières.....	10
Graphique 6.	Volume des exportations de produits horticoles.....	11
Graphique 7.	Exportations de produits halieutiques.....	11
Graphique 8.	Exportations d'or non monétaire, de zircon et de titane.....	11
Graphique 9.	Volume des exportations de produits chimiques.....	12
Graphique 10.	Evolution des exportations de produits pétroliers.....	12
Graphique 11.	Importations de produits pétroliers.....	17
Graphique 12.	Importations de produits alimentaires.....	18
Graphique 13.	Importations de biens d'équipement.....	18
Graphique 14.	Evolution des transferts.....	22
Graphique 15.	Répartition et évolution des dons projets	25
Graphique 16.	Evolution de la PEGN.....	31

Evolutions récentes de la balance des paiements (en milliards de FCFA)

	Poste	2016	2017	2018	2019	2020	2021
1	Compte des transactions courantes	-472,5	-887,2	-1 230,4	-1 112,0	-1 532,4	-1 845,1
1.A	Biens et services	-1237,5	-1688,4	-2 040,2	-1 953,5	-2 626,9	-3 048,8
1.A.a	Biens	-1164,7	-1569,0	-1 886,4	-1 687,6	-1 609,7	-1 662,5
1.A.a.1	Marchandises générales, base balance des paiements	-1382,1	-1816,9	-2 239,0	-2 110,7	-2 085,8	-2 270,2
1.A.a.1.1	<i>Dont réexportations</i>	4,9	5,2	5,5	18,1	23,7	28,2
1.A.a.2	Exportations dans le cadre du négoce international	1,6	2,0	2,6	3,4	3,2	3,5
1.A.a.3	Or non monétaire	215,8	245,9	350,0	419,7	472,9	604,2
1.A.b	Services	-72,8	-119,4	-153,7	-265,9	-1 017,2	-1 386,4
1.A.b.3	Transport	-328,2	-390,4	-429,8	-453,1	-393,6	-610,3
1.A.b.3.0	<i>dont Fret</i>	-287,9	-345,7	-387,9	-417,1	-403,4	-590,2
1.A.b.4	Voyages	144,1	154,2	181,0	200,3	41,8	120,9
1.A.b.4.0	<i>Autres services</i>	111,3	116,8	95,0	-13,2	-665,4	-897,0
1.B	Revenu primaire	-295,4	-341,0	-333,8	-383,8	-340,9	-367,6
1.B.1	Rémunération des salariés	55,8	59,2	60,0	69,1	73,9	75,5
1.B.2	Revenus des investissements	-356,1	-405,2	-401,3	-460,9	-422,7	-452,3
1.C	Revenu secondaire	1060,4	1142,2	1 143,5	1 225,3	1 435,4	1 571,4
1.C.1	Administrations Publiques	31,2	45,3	34,7	-11,8	168,0	-11,5
1.C.1.4	Coopération internationale courante	27,0	38,5	194,7	-18,0	162,8	-15,8
1.C.2	Autres secteurs	1029,2	1096,9	1 108,8	1 237,1	1 267,5	1 582,9
1.C.2.1.1	<i>Envois de fonds des travailleurs</i>	887,7	950,9	959,6	1 086,8	1 123,2	1 420,5
2	Compte capital	214,8	223,6	244,7	216,6	138,9	122,3
2.1	Acquisition/cession d'actifs non financiers non produits	-2,7	-2,1	-3,0	-3,1	-3,1	-4,0
2.2	Transferts en capital	217,5	225,8	247,8	219,7	142,0	126,3
2.2.1	Administration Publique	208,4	217,0	237,0	207,9	129,8	113,5
2.2.2	Autres secteurs	9,0	8,8	10,8	11,8	12,2	12,8
3	Compte financier	-303,7	-775,9	-1 508,1	-1 036,9	-1 295,6	-1 860,9
3.1	Investissements directs	-147,3	-293,7	-441,6	-582,6	-1 005,2	-1 406,5
3.2	Investissements de portefeuille	76,5	-524,7	-858,9	-60,8	-298,8	-562,2
3.3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4	Autres Investissements	-232,9	42,6	-207,6	-393,5	8,4	107,9
4	Erreurs et omissions	3,5	4,3	4,8	5,1	6,4	6,4
5	Solde global	49,5	116,6	524,5	145,9	-91,5	144,5
	Ecart d'évaluation	0,7	8,9	2,7	0,6	-0,8	2,3
6	Avoirs et engagements	-50,2	-125,6	-527,2	-146,5	92,3	-142,2
6.1	Banque centrale	210,8	-51,0	-382,1	-297,7	-209,4	-178,6
6.2	Autres institutions de dépôts	-261,0	-74,6	-145,1	151,1	301,7	36,4

Source : BCEAO

Balance des paiements (Optique BCEAO)(en milliards de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	5 906,5	7 751,6	-1 845,1
1.A	Biens et services	3 759,5	6 808,3	-3 048,8
1.A.a	Biens	3 044,7	4 707,2	-1 662,5
1.A.a.1	Marchandises générales, base balance des paiements	2 437,0	4 707,2	-2 270,2
1.A.a.1.1	Dont réexportations	28,2	0,0	28,2
1.A.a.2	Exportations dans le cadre du négoce international	3,5	0,0	3,5
1.A.a.3	Or non monétaire	604,2	0,0	604,2
1.A.b	Services	714,8	2 101,1	-1 386,4
1.A.b.3	Transport	105,5	715,9	-610,3
1.A.b.3.0	<i>dont Fret</i>	49,9	640,1	-590,2
1.A.b.4	Voyages	199,4	78,5	120,9
1.A.b.4.0	Autres services	409,8	1 306,8	-897,0
1.B	Revenu primaire	267,2	634,8	-367,6
1.B.1	Rémunération des salariés	94,3	18,8	75,5
1.B.2	Revenus des investissements	163,4	615,6	-452,3
1.C	Revenu secondaire	1 879,9	308,5	1 571,4
1.C.1	Administrations Publiques	33,2	44,7	-11,5
1.C.1.4	Coopération internationale courante	17,1	32,9	-15,8
1.C.2	Autres secteurs	1 846,7	263,8	1 582,9
1.C.2.1.1	<i>Envois de fonds des travailleurs</i>	1 622,9	202,3	1 420,5
2	Compte capital	128,5	6,2	122,3
2.1	Acquisition/cession d'actifs non financiers non produits	0,0	4,0	-4,0
2.2	Transferts en capital	128,5	2,2	126,3
2.2.1	Administration Publique	113,5	0,0	113,5
2.2.2	Autres secteurs	15,0	2,2	12,8
	Poste	Acquisitions nettes d'actifs	Accroissements nets de passifs	Solde
3	Compte financier	638,2	2 499,0	-1 860,9
3.1	Investissements directs	28,7	1 435,2	-1 406,5
3.2	Investissements de portefeuille	14,1	576,3	-562,2
3.3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
3.4	Autres Investissements	595,4	487,6	107,9
4	Erreurs et omissions	-4 405,3	-4 411,7	6,4
5	Solde global	991,6	847,0	144,5
6	Réévaluation	17,9	20,2	-2,3
7	Avoirs et engagements	-1 009,4	-867,2	-142,2
7.1	Banque centrale	-786,3	-607,7	-178,6
7.2	Autres institutions de dépôts	-223,1	-259,5	36,4

Source : BCEAO

Balance des paiements (Résumé)(en milliards de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	5 906,5	7 751,6	-1 845,1
1.A	Biens et services	3 759,5	6 808,3	-3 048,8
1.A.a	Biens	3 044,7	4 707,2	-1 662,5
1.A.a.1	Marchandises générales, base balance des paiements	2 437,0	4 707,2	-2 270,2
1.A.a.1.1	Dont réexportations	28,2	0,0	28,2
1.A.a.2	Exportations dans le cadre du négoce international	3,5	0,0	3,5
1.A.a.3	Or non monétaire	604,2	0,0	604,2
1.A.b	Services	714,8	2 101,1	-1 386,4
1.A.b.3	Transport	105,5	715,9	-610,3
1.A.b.3.0	Dont fret	49,9	640,1	-590,2
1.A.b.4	Voyages	199,4	78,5	120,9
1.A.b.4.0	Autres services	409,8	1 306,8	-897,0
1.B	Revenu primaire	267,2	634,8	-367,6
1.B.1	Rémunération des salariés	94,3	18,8	75,5
1.B.2	Revenus des investissements	163,4	615,6	-452,3
1.C	Revenu secondaire	1 879,9	308,5	1 571,4
1.C.1	Administrations Publiques	33,2	44,7	-11,5
1.C.1.4	Coopération internationale courante	17,1	32,9	-15,8
1.C.2	Autres secteurs	1 846,7	263,8	1 582,9
1.C.2.1.1	Envois de fonds des travailleurs	1 622,9	202,3	1 420,5
2	Compte capital	128,5	6,2	122,3
2.1	Acquisition/cession d'actifs non financiers non produits	0,0	4,0	-4,0
2.2	Transferts en capital	128,5	2,2	126,3
2.2.1	Administration Publique	113,5	0,0	113,5
2.2.2	Autres secteurs	15,0	2,2	12,8
	Poste	Acquisitions nettes d'actifs	Accroissements nets de passifs	Solde
3	Compte financier	1 629,7	3 346,1	-1 716,3
3.1	Investissements directs	28,7	1 435,2	-1 406,5
3.2	Investissements de portefeuille	241,9	576,3	-334,4
3.3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
3.4	Autres Investissements	591,2	1 334,6	-743,4
3.5	Avoirs de réserve	768,0	0,0	768,0
4	Erreurs et omissions	-4 405,3	-4 411,7	6,4

Source : BCEAO

Position extérieure globale nette (en millions de FCFA)

	Poste	Année 2020	Autres flux	Flux nets	Année 2021
A	Stock d'actifs financiers	5 963 955,3	18 270,0	1 629 732,0	7 611 957,3
1	Investissements directs	497 242,9	0,0	28 656,0	525 898,9
2	Investissements de portefeuille	1 188 109,1	0,0	241 893,6	1 430 002,7
3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0
4	Autres Investissements	2 608 474,3	0,0	591 169,4	3 199 643,7
4.1	Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	182 684,3	0,0	207 873,6	390 557,9
4.3	Prêts	672 767,0	0,0	39 187,8	711 954,8
4.4	Régime d'assurance, de pension et de garantie	0,0	0,0	0,0	0,0
4.5	Crédits commerciaux	1 564 628,0	0,0	198 258,1	1 762 886,1
4.6	Autres compte à payer/ à recevoir	188 395,0	0,0	145 849,9	334 244,9
5	Avoirs de réserve	1 670 129,0	18 270,0	768 013,0	2 456 412,0
5.1	Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0
5.2	Droits de tirages spéciaux	247 780,0	26 585,0	338 957,0	613 322,0
5.3	Position de réserve au FMI	6 024,0	-8 315,0	52 154,0	49 863,0
5.4	Autres avoirs de réserve	1 416 325,0	0,0	376 902,0	1 793 227,0
B	Stock de passifs financiers	14 805 130,9	16 359,0	3 346 074,1	18 167 564,0
1	Investissements directs	4 189 493,9	0,0	1 435 194,7	5 624 688,6
2	Investissements de portefeuille	3 408 754,5	0,0	576 264,6	3 985 019,1
3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0
4	Autres Investissements	7 206 882,5	16 359,0	1 334 614,8	8 557 856,3
4.1	Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	282 695,4	0,0	248 675,6	531 371,0
4.3	Prêts	6 482 068,6	0,0	604 785,0	7 086 853,6
4.4	Régime d'assurance, de pension et de garantie	0,0	0,0	0,0	0,0
4.5	Crédits commerciaux	95 074,5	0,0	31 336,2	126 410,7
4.6	Autres comptes à payer /à recevoir	228 931,0	0,0	208 966,0	437 897,0
4.7	Droits de tirages spéciaux	118 113,0	16 359,0	240 852,0	375 324,0
C	Position extérieure globale nette (A)-(B)	-8 841 175,6	1 911,0	-1 716 342,1	-10 555 606,7

Source : BCEAO

Résumé analytique

1. L'année 2021 a été marquée par une **reprise d'activités dans l'ensemble des régions du monde** avec un taux de croissance mondiale qui est ressorti à 6,0%, en amélioration de 9,0 points comparativement à l'année précédente. Ce dynamisme a cependant été perturbé par l'apparition de nouveaux variants du coronavirus (Delta, Omicron, etc.) et par le bouleversement des chaînes d'approvisionnement, engendrant une poussée inflationniste sur les derniers mois de l'année.
2. Au sein de **la Zone Euro**, la croissance s'est accrue de 5,2% en 2021 après un repli de 6,3% en 2020. Quant aux **Etats-Unis**, le PIB réel a évolué de 5,7% en 2021 après une récession observée (-3,4%) un an plus tôt, en lien avec les mesures prises par les pouvoirs publics pour renforcer le potentiel de production. L'activité économique au **Royaume-Uni** s'est inscrite en hausse de 7,4% en 2021, après un repli de 9,3% l'année précédente. S'agissant du **Japon**, un léger rebond de 1,7% de l'activité a été observé en 2021 après un recul de 4,5% en 2020.
3. Au niveau des **pays émergents et en développement**, le taux de croissance de l'économie indienne est passé de -7,3% en 2020 à +8,7% en 2021. En Chine, la croissance du PIB s'est accrue de 5,8 points de pourcentage pour ressortir à 8,1% en 2021, à la faveur de la vitalité du commerce extérieur de marchandises. Quant à la Russie, le PIB réel a augmenté de 4,7% en 2021, après un repli de 3,0% un an plus tôt. Suivant le même profil, l'activité économique au Brésil s'est également inscrite en progression de 4,6% en 2021 après une diminution de 4,1% en 2020.
4. En **Afrique subsaharienne**, un regain de l'activité économique est noté (+4,7%) en 2021, après une contraction observée (-1,7%) en 2020. Les grandes économies de la région ont enregistré des progressions positives de leurs activités, particulièrement l'Afrique du Sud (+4,9%) et le Nigéria (+3,6%).
5. Au sein de l'**Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)**, un accroissement du PIB réel de 5,9% en 2021 après 1,8% en 2020 est relevé. Cette évolution est attribuable au relèvement de la demande extérieure, à la mise en œuvre des programmes de relance économique des Etats de l'Union ainsi qu'aux retombées positives de la réouverture des frontières.
6. S'agissant de **l'inflation mondiale**, elle est ressortie en moyenne annuelle à 4,7% en 2021 après 1,9% en 2020, en raison de la perturbation des chaînes d'approvisionnement et d'une insuffisance de l'offre. Au sein de l'UEMOA, le niveau général des prix a augmenté de 3,6% en 2021 contre +2,1% en 2020, en lien avec la hausse des prix des composantes "alimentation" (+6,2%) et "logement" (+1,8%).
7. Sur le **marché des changes**, la monnaie européenne s'est dépréciée de 2,7% en 2021 par rapport aux principales devises, en particulier le dollar canadien (-7,4%), la livre sterling (-6,2%), le dollar américain (-4,1%) et la couronne suédoise (-1,5%).
8. En ce qui concerne **le FCFA**, il s'est apprécié globalement de 1,8% vis-à-vis des monnaies des pays ouest-africains, notamment le naïra (+3,7%) et la leone (+5,0%). Une dépréciation du franc CFA a toutefois été notée vis-à-vis du dollar libérien (-17,2%), du franc guinéen (-7,7%), du dalasi gambien (-1,3%) et du cedi ghanéen (-0,9%).

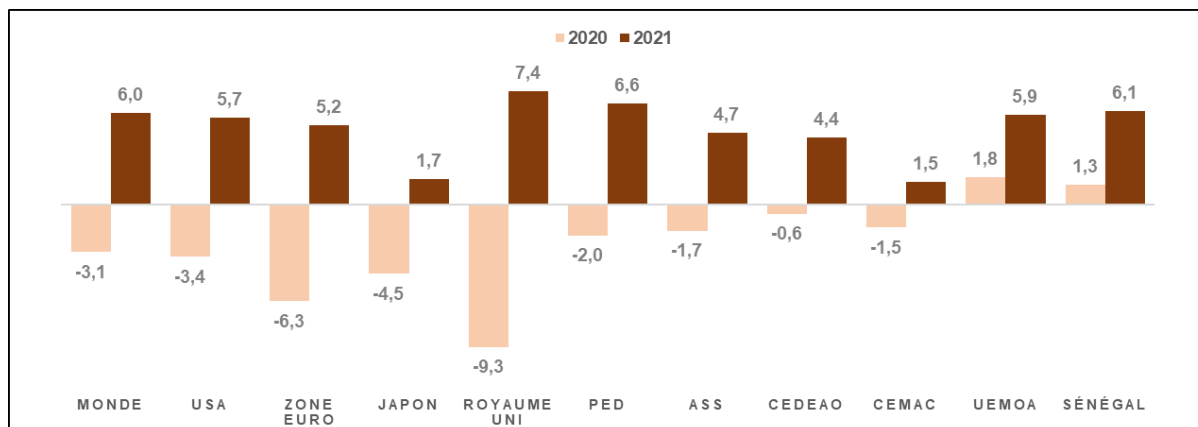
9. Au **niveau national**, le taux de croissance du PIB réel s'est inscrit en hausse de 6,1% en 2021 contre 1,3% en 2020, à la faveur du dynamisme des secteurs secondaire (+10,9%) et tertiaire (+5,7%). Ces évolutions ont été légèrement contrebalancées par le repli de l'activité du secteur primaire (-1,0%). Concernant le taux d'inflation, apprécié à travers l'évolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), il a progressé de 2,2% en 2021.
10. Au titre des **finances publiques**, le déficit budgétaire s'est établi à 6,3% du PIB en 2021 contre 6,4% un an plus tôt, en rapport avec les mesures de soutien adoptées par le Gouvernement en faveur de l'activité économique.
11. S'agissant des **comptes extérieurs**, le déficit du compte courant s'est dégradé de 1,1 point, pour ressortir à 12,0% du PIB en 2021 contre 10,9% en 2020 et 8,1% en 2019, en lien à la dégradation du compte de biens (1.662,5 Mds contre 1.609,7 Mds) et du compte de services (-1.386,4 Mds contre -1.017,2 Mds).
12. Le **compte de biens** est marqué par un déficit commercial de 10,9% en pourcentage du PIB, à -1.662,5 Mds en 2021, en légère atténuation (+0,5 point) comparativement à l'année précédente, sous l'effet de l'appréciation des cours mondiaux des principaux produits exportés par le Sénégal, dans un contexte de reprise économique. Ainsi, l'évolution positive du taux de couverture des importations par les exportations (64,7% contre 60,0%) est expliquée par une plus forte progression des exportations (+2,8 points ; 19,9% du PIB) que des importations (+2,2 points ; 30,7% du PIB).
13. L'orientation géographique des **échanges extérieurs de marchandises** reflète une amélioration de 5,3% du déficit commercial vis-à-vis de l'Europe (-1.720,5 Mds contre -1.811,0 Mds). La même tendance est constatée vis-à-vis du continent africain (812,1 Mds contre 705,2 Mds), où une consolidation de 15,2% a été enregistrée.
14. La **balance des services** est déficitaire de 9,0% en pourcentage du PIB, à -1.386,4 Mds en 2021, en dégradation de 369,1 Mds comparativement à son niveau de l'année précédente, sous l'effet de l'augmentation du déficit du poste "autres services" (-897,0 Mds contre -665,4 Mds), induite par le relèvement des importations de services nécessaires au développement des projets pétroliers et gaziers, en particulier les services techniques spécialisés (-691,6 Mds contre -534,5 Mds).
15. Le solde du **compte de revenu primaire** s'est dégradé de 26,7 Mds et se situe à -367,6 Mds en 2021, en liaison notamment avec l'augmentation du déficit des revenus des investissements (-29,6 Mds). En revanche, l'excédent du **compte de revenu secondaire** se chiffre à 1.571,4 Mds en 2021, soit 10,3% du PIB, du fait de la nette reprise des envois de fonds des migrants (+297,3 Mds), dans un contexte de relance de l'économie mondiale.
16. Le solde du **compte de capital** est ressorti à 122,3 Mds en 2021 contre 138,9 Mds en 2020, en retrait de 16,6 Mds.
17. Le **besoin de financement** s'est accru de 329,3 Mds pour s'établir à 1.722,8 Mds en 2021. Les IDE, les investissements de portefeuille et les autres investissements ont permis de couvrir le déficit des comptes courant et de capital de 1.860,9 Mds.

18. Le **flux d'IDE** a augmenté par rapport à l'année précédente, sous l'effet de la hausse des instruments de dette (1.199,3 Mds en 2021 contre 852,4 Mds en 2020) destinés majoritairement au financement des projets pétroliers et gaziers. De même, les titres de participation ont progressé de 54,3 Mds pour atteindre 207,2 Mds en 2021.
19. Les **investissements de portefeuille** ont progressé en lien avec le dynamisme des transactions sur les titres de créances sur le marché financier sous-régional et les ressources mobilisées par l'Etat du Sénégal sur le marché financier international. En revanche, la rubrique "**autres investissements**" a enregistré une constitution d'actifs de 107,9 Mds en 2021, sous l'effet d'une augmentation des acquisitions nettes d'actifs de 595,5 Mds, légèrement compensée par un accroissement net de passifs de 487,6 Mds.
20. Le **solde global** de la balance des paiements ressort excédentaire à 144,5 Mds en 2021 contre un déficit de 91,5 Mds un an plus tôt, résultant de l'amélioration de la position extérieure de la BCEAO (+180,4 Mds). Les actifs extérieurs nets des autres institutions de dépôts se sont, pour leur part, inscrits en retrait (-35,9 Mds) au cours de la période sous-revue.
21. La **PEG** s'est dégradée de 1.609,1 Mds, sous l'effet de l'augmentation des engagements nets au titre des investissements directs (+1.406,5 Mds), des investissements de portefeuille (+334,4 Mds) et des autres investissements (+743,4 Mds), atténuée toutefois par la hausse des avoirs de réserve (+768,0 Mds).

INTRODUCTION

Plongée dans une récession induite par l'apparition de la pandémie de la Covid-19 en 2020, l'économie mondiale s'est redressée en 2021. Le taux de croissance du Produit brut mondial est ainsi ressorti à 6,0% après -3,1% en 2020, à la faveur de la reprise d'activités dans l'ensemble des régions du monde. Cette accélération de l'activité économique a néanmoins été confrontée à quelques perturbations, notamment l'apparition de nouveaux variants du coronavirus (Delta, Omicron, etc.) ainsi que le bouleversement des chaînes d'approvisionnement, et a généré une poussée inflationniste sur les derniers mois de l'année.

Graphique 1 : Croissance dans le monde (%)



Sources : WEO database – FMI/BCEAO/DGPPE

Au sein de la **Zone Euro**, la mise en œuvre du plan de relance “Next GenerationEU” de l'Union Européenne a contribué à la relance des économies de la zone, la croissance a ainsi rebondi de 5,2% en 2021 après un repli de 6,3% en 2020. L'activité économique a particulièrement progressé en France (+6,8%), en Italie (+6,7%) et en Espagne (+5,1%).

Aux Etats-Unis, la croissance économique s'est établie à 5,7% en 2021 après la récession observée (-3,4%) un an plus tôt, en lien avec les mesures prises par les pouvoirs publics pour renforcer le potentiel de production.

La croissance économique du Royaume-Uni s'est située, quant à elle, à 7,4% en 2021, après une décélération de 9,3% l'année précédente, en lien avec l'efficacité des campagnes de vaccination à grande échelle qui ont permis le redémarrage des activités de production. Quant au Japon, l'activité économique a connu un léger rebond de 1,7% en 2021 après un repli de 4,5% en 2020.

Au niveau des **pays émergents et en développement**, l'activité économique a été dynamique en Inde et en Chine. Le taux de croissance de l'économie indienne est passé de -7,3% en 2020 à 8,7% en 2021, à la suite des mesures budgétaires et sanitaires prises par les autorités nationales pour soutenir les exportations et l'investissement privé et réduire la propagation de la pandémie. En ce qui concerne la Chine, le PIB s'est accru de 5,8 points de pourcentage pour ressortir à 8,1% en 2021, à la faveur de la vitalité du commerce extérieur de marchandises.

L'économie russe a enregistré un taux de croissance du PIB réel de 4,7% en 2021, après un recul de 3,0% un an plus tôt. Suivant le même profil, l'activité économique au Brésil s'est inscrite en progression de 4,6% en 2021 après une diminution de 4,1% en 2020.

En **Afrique subsaharienne**, une bonne tenue de l'activité économique a été observée (+4,7%) en 2021, après la contraction notée (-1,7%) en 2020. Les grandes économies de la région ont enregistré des progressions positives de leurs activités, particulièrement l'Afrique du Sud (+4,9%) et le Nigéria (+3,6%). Dans l'espace CEDEAO, l'activité économique s'est accélérée de 4,4% en 2021 contre -0,6% en 2020.

Au sein de l'**Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)**, un regain de l'activité économique est noté, le taux de croissance du PIB réel étant évalué à 5,9% en 2021 après 1,8% en 2020. Cette accélération de la croissance est attribuable au relèvement de la demande extérieure, à la mise en œuvre des programmes de relance économique des Etats de l'Union ainsi qu'aux retombées positives de la réouverture des frontières sur les activités touristiques et les services de transports.

S'agissant de l'**inflation mondiale**, un renchérissement des produits de consommation a été enregistré en 2021, en raison de la perturbation des chaînes d'approvisionnement et d'une insuffisance de l'offre. Les cours des produits de base se sont ainsi accélérés, le taux d'inflation est ressorti en moyenne annuelle à 4,7% en 2021 après 1,9% en 2020. Au sein de l'UEMOA, le niveau général des prix a augmenté de 3,6% en 2021 contre +2,1% en 2020, en lien avec la hausse des prix des composantes "alimentation" (+6,2%) et "logement" (+1,8%).

L'année 2021 a été marquée par une nouvelle orientation des **politiques monétaires**. Certaines banques centrales (Chine, Inde, Turquie, etc.) ont opté pour un maintien de l'orientation accommodante de leur politique monétaire, afin de soutenir la croissance économique, tandis que d'autres ont privilégié le resserrement des conditions monétaires, en vue de réguler les niveaux d'inflation enregistrés (Angleterre, Brésil, Russie, etc).

Du côté des pays industrialisés, la Réserve Fédérale américaine (FED) et la Banque Centrale Européenne (BCE) ont annoncé un possible relèvement de leurs taux directeurs dans le court terme et un ralentissement de leur politique de rachat d'actifs mise en place lors de la pandémie. La Banque Centrale d'Angleterre a opté pour le resserrement de sa politique monétaire en fin d'année 2021, son principal taux directeur ayant augmenté de 0,15 point de pourcentage (pdp). De même, les banques centrales du Brésil et de la Russie ont relevé leurs taux directeurs de 725 points de base (pdb) et de 100 pdb respectivement les 8 et 17 décembre 2021.

A contrario, un assouplissement des politiques monétaires en Chine et en Inde a été décidé, afin de soutenir durablement la croissance et stabiliser le taux d'inflation dans le moyen terme.

En Afrique subsaharienne, la Banque Centrale du Nigeria (CBN) a maintenu son principal taux directeur à 11,5%, tandis que la Banque du Ghana (BoG) et la Banque Centrale des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) ont relevé leurs taux directeurs respectivement de 100 pdb (14,5%) et de 25 pdb (3,5%), afin de lutter contre l'inflation et préserver la valeur externe de leur monnaie. La BCEAO a, quant à elle, réaffirmé l'orientation accommodante de sa politique monétaire, mise en place depuis le 24 juin 2020, pour soutenir la relance économique de la région. Sous ce registre, les taux directeurs sont restés fixés à 2,00% et des guichets spéciaux ont été ouverts pour le refinancement des Obligations de Relance (OdR) et des Bons de Soutien et de Résilience (BSR) émis par les Etats de l'Union, dans la perspective d'accompagner la reprise économique.

Au titre du **commerce mondial**, le volume des échanges a augmenté de 10,1% en 2021 après une contraction de 8,2% en 2020. Dans ce cadre, le compte des transactions courantes des Etats-Unis s'est dégradé sensiblement (-3,7% du PIB contre -2,9% du PIB en 2020), tandis qu'une consolidation des excédents de la balance courante des pays avancés d'Europe (+3,3% du PIB après +2,0% du PIB), du Japon (+2,9% du PIB après +3,3% du PIB) et de la Chine (+1,8% du PIB sur les deux années consécutives) a été enregistrée. Les soldes des comptes des transactions courantes sont en revanche ressortis déficitaires en Inde (-1,2% du PIB contre +0,9% du PIB) et en Afrique subsaharienne (-1,1% du PIB contre -3,0% du PIB).

Sur le **marché des changes**, la monnaie européenne s'est dépréciée de 2,7% en 2021, par rapport aux principales devises. En particulier, son cours a baissé de 7,4% face au dollar canadien, de 6,2% face à la livre sterling, de 4,1% face au dollar américain et de 1,5% face à la couronne suédoise. L'euro s'est en revanche apprécié face au yen japonais (+4,4%) et au won coréen (+1,5%).

En ce qui concerne le FCFA, il s'est apprécié globalement de 1,8% vis-à-vis des monnaies des pays ouest-africains, notamment le naïra (+3,7%) et la leone (+5,0%). Une dépréciation du franc CFA a toutefois été notée vis-à-vis du dollar libérien (-17,2%), du franc guinéen (-7,7%), du dalasi gambien (-1,3%) et du cedi ghanéen (-0,9%).

Au niveau interne, le taux de croissance du PIB réel est ressorti à 6,1% en 2021 contre 1,3% en 2020, à la faveur du dynamisme des secteurs secondaire (+10,9%) et tertiaire (+5,7%). L'activité a été soutenue par la relance des investissements inscrits dans le Plan d'Actions Prioritaires Ajusté et Accéléré (PAP2A) du Plan Sénégal Emergent (PSE) et la poursuite des réformes structurelles, notamment la deuxième phase du Compact with Africa et la Stratégie de Recettes à Moyen Terme (SRMT).

La production industrielle a ainsi tiré profit de la reprise des activités extractives (+25,3%) et manufacturières (+9,3%). La bonne tenue du secteur des services est attribuable, quant à elle, à la performance des services de télécommunications (+13,2%) et de transport (+10,8%) ainsi que des activités de commerce (+6,2%). Ces évolutions ont été légèrement contrebalancées par un repli de l'activité du secteur primaire (-1,0%), imputable à la baisse de la valeur ajoutée de la pêche (-3,0%) et de l'agriculture (-2,0%).

S'agissant de l'inflation, appréciée par l'évolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), elle est ressortie à 2,2% en 2021, en relation principalement avec le renchérissement des produits des fonctions «produits alimentaires et boissons non alcoolisées» (+2,9%), «meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer» (+2,9%), «transports» (+2,3%), « restaurants et hôtels » (+2,3%) et «logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles» (+1,5%). Les prix des services de «communication» ont néanmoins reculé de 3,6% comparativement à l'année précédente. L'inflation sous-jacente s'est, pour sa part, inscrite en hausse de 2,6% en moyenne annuelle.

Au titre des finances publiques, le déficit budgétaire s'est établi à 6,3% du PIB en 2021 contre 6,4% un an plus tôt, en rapport avec les mesures de soutien adoptées par le Gouvernement en faveur de l'activité économique.

Pour leur part, les comptes extérieurs du Sénégal reflètent la dynamique de l'activité économique interne et le relèvement des prix internationaux des matières premières, via

l'évolution de la balance commerciale, ainsi que la poursuite du développement des projets pétroliers et gaziers, à travers le compte des services et le compte financier. Sous ces considérations, le déficit du compte courant s'est dégradé de 1,1 pdp, pour ressortir à 12,0% du PIB en 2021 contre 10,9% en 2020 et 8,1% en 2019. En effet, l'ampleur du déficit des transactions courantes est imputable essentiellement à la dégradation du compte de biens (-1.662,5 Mds contre -1.609,7 Mds) et du compte de services (-1.386,4 Mds contre -1.017,2 Mds). S'agissant du déficit du compte de revenu primaire, il s'est accentué (367,6 Mds contre 340,9 Mds) alors que l'excédent du compte de revenu secondaire s'est consolidé de 9,5% (1.571,4 Mds contre 1.435,4 Mds), en lien avec le dynamisme des transferts de fonds reçus des travailleurs migrants (1.420,5 Mds contre 1.123,2 Mds). Ces derniers représentent 9,3% du PIB en 2021.

Ainsi, dans un contexte d'aggravation du déficit du compte courant et de diminution de l'excédent du compte de capital (122,3 Mds contre 138,9 Mds), le cumul du compte courant et du compte de capital laisse apparaître un besoin de financement de 1.722,8 Mds en 2021, contre 1.393,5 Mds un an plus tôt, soit une progression de 23,6%.

A ce titre, les capitaux extérieurs mobilisés par le secteur privé, sous forme d'investissements directs (1.435,2 Mds contre 1.062,3 Mds), et par l'Administration Centrale (1.040,1 Mds contre 862,9 Mds) ont permis de couvrir en intégralité le besoin de financement. Les transactions économiques et financières ont ainsi eu une incidence positive sur les actifs extérieurs nets du système bancaire. En conséquence, le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire de 144,5 Mds en 2021.

I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le compte des transactions courantes retrace les échanges, entre résidents et non-résidents, relatifs aux biens, aux services, au revenu primaire et au revenu secondaire.

Tableau 1 : Evolution du compte des transactions courantes (en Mds de FCFA)

Rubriques	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Biens et Services	-1 237,4	-1 688,4	-2 040,1	-1 953,5	-2 626,9	-3 048,8
<i>Biens</i>	-1 164,7	-1 569,0	-1 886,4	-1 687,6	-1 609,7	-1 662,5
<i>Services</i>	-72,7	-119,4	-153,7	-266,0	-1 017,2	-1 386,4
Revenu primaire	-295,4	-340,9	-333,7	-383,7	-340,9	-367,6
Revenu secondaire	1 060,4	1 142,2	1 143,5	1 225,2	1 435,4	1 571,4
Solde du compte courant	-472,5	-887,2	-1 230,4	-1 112,0	-1 532,4	-1 845,1
PIB Nominal	11 283,4	12 191,8	12 840,2	13 709,6	14 097,9	15 319,1
Solde du compte courant rapporté au PIB	-4,2%	-7,3%	-9,6%	-8,1%	-10,9%	-12,0%

Sources : BCEAO/ANSD/DPEE

Au cours de la période sous revue, le déficit structurel du compte courant s'est creusé pour la deuxième année consécutive pour s'établir à 1.845,1 Mds, soit 12,0% du PIB. Cette évolution est en relation principalement avec l'augmentation du déficit du compte de services qui est passé de 1.017,2 Mds en 2020 à 1.386,4 Mds en 2021.

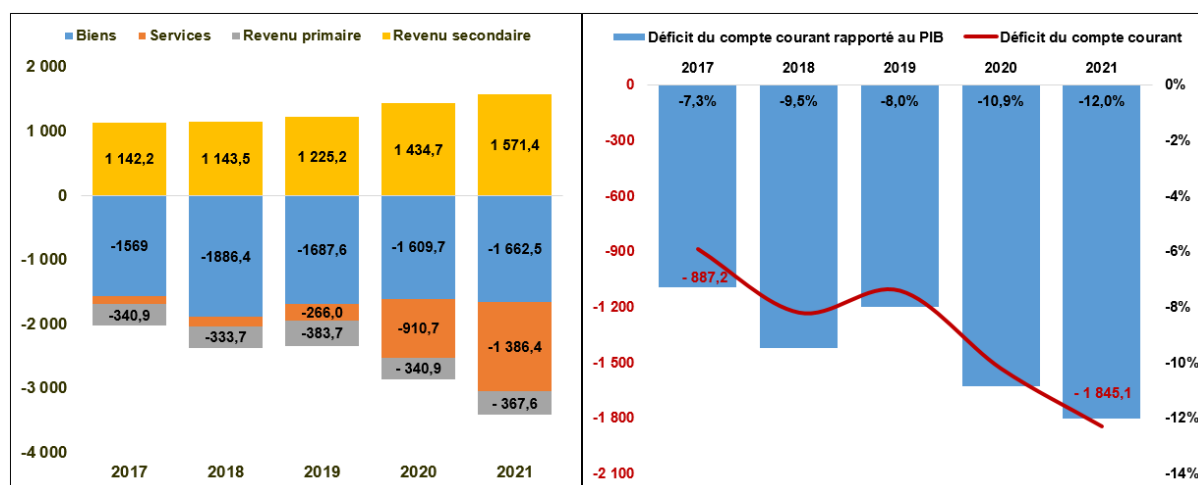
A l'analyse, l'évolution du compte courant reflète principalement les effets exogènes de la reprise économique, à la suite des mesures vaccinales entreprises pour lutter contre la propagation de la Covid-19, et ceux endogènes, liés au développement des projets pétroliers et gaziers. Ces

derniers expliquent la trajectoire des importations de services, qui ont contribué significativement à la dégradation du déficit du compte courant.

En effet, une augmentation sensible est notée sur les importations de services de construction et de services techniques dans le cadre du développement des projets d'hydrocarbures. La balance commerciale s'est, quant à elle, détériorée de 52,8 Mds en variation annuelle pour ressortir à -1.662,5 Mds en 2021.

S'agissant du déficit du compte de revenu primaire, il est passé de 340,9 Mds en 2020 à 367,6 Mds en 2021, tandis que l'excédent du compte de revenu secondaire s'est accru de 9,5% pour atteindre 1.571,4 Mds en 2021 après 1.435,4 Mds en 2020. La consolidation de l'excédent du compte de revenu secondaire reflète le dynamisme des transferts de fonds reçus des travailleurs migrants (1.622,9 Mds contre 1.408,5 Mds), dans un contexte de baisse des aides budgétaires versées à l'Etat (17,1 Mds contre 194,7 Mds).

Graphique 2 : Evolution du compte courant (en Mds)



Source : BCEAO

Encadré A : Cadre d'analyse du déficit du compte courant

L'analyse des relations entre les comptes économiques est essentielle pour comprendre la structure du déficit du compte courant. Les principaux comptes peuvent être exprimés sous forme d'identités comptables même si aucune relation de cause à effet ne pourrait en être déduite⁴. A cet égard, l'équilibre des ressources et des emplois du compte des biens et services du Système de Comptabilité Nationale (SCN) se présente comme suit :

$$\begin{aligned} \text{Production} + M &= C + G + I + X + CI \\ \text{Ressources} &= \text{Emplois} \end{aligned} \quad (1)$$

Avec M = importations de biens et services ; C = consommation des ménages ; G = consommation des administrations publiques ; I = investissements public et privé ; X = exportations de biens et services et CI = consommation intermédiaire. Comme le PIB nominal est égal à la production brute moins la consommation intermédiaire, l'identité peut être reformulée selon une approche dépense comme suit :

$$PIB = C + G + I + (X - M) \quad (2)$$

Où PIB = produit intérieur brut nominal

Le revenu national brut disponible (RNBD) qui correspond au PIB augmenté des revenus primaires et secondaires nets avec l'étranger, s'exprime ainsi :

$$RNBD = C + G + I + (X - M) + RP + RS \quad (3)$$

Où RP = solde du revenu primaire, RS = solde du revenu secondaire (transferts courants nets).

Par ailleurs, le solde des transactions courantes est décomposé de la manière suivante :

$$SC = (X - M) + RP + RS \quad (4)$$

Où SC = solde des transactions courantes.

En combinant les expressions (3) et (4), le solde des transactions courantes peut aussi être considéré de manière équivalente comme l'écart entre le revenu disponible et les dépenses :

$$SC = (RNBD - C - G) - I \quad (5)$$

En remplaçant $S = RNBD - C - G$ où S = épargne brute, on obtient :

$$SC = S - I \quad (6)$$

L'équation 6 indique que le solde du compte courant est égal à la différence entre l'épargne et l'investissement domestique. A ce titre, le déficit courant ne reflète que le déficit d'épargne intérieure des secteurs public et privé, soit :

$$SC = (Sp - Ip) + (Sg - Ig) \quad (7)$$

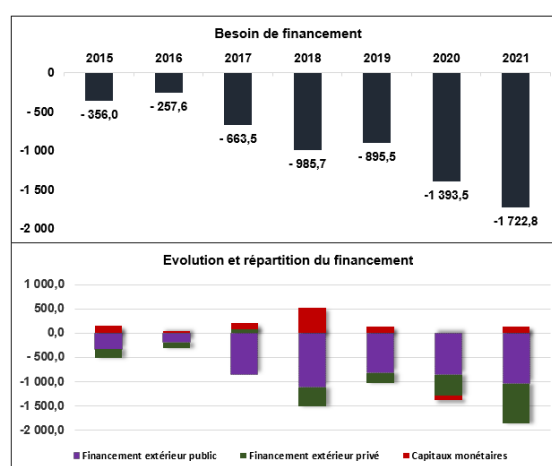
Cette identité montre que, si l'écart l'épargne nette du secteur de l'administration publique n'est pas compensée par celle du secteur privé, le compte des transactions courantes présente un déficit. Plus précisément, l'identité montre que le solde budgétaire de l'État ($Sg - Ig$) peut exercer une influence considérable sur le solde des transactions courantes, notamment dans les pays en développement comme le Sénégal où l'épargne privée demeure faible.

A l'analyse, il convient de noter que les fluctuations du déficit des transactions courantes sont imputables, pour une grande partie, aux fortes variations du déficit d'épargne privée.

Les importants projets en développement dans les secteurs pétrolier et gazier ont été financés sur la base d'emprunts extérieurs privés. Le développement de ces projets a occasionné une hausse substantielle des importations de services qui ont contribué à l'accroissement du déficit des transactions courantes.

Le développement des projets pétroliers et gaziers a également permis une augmentation significative du financement extérieur privé.

En conséquence, même si le financement du déficit du compte courant reste dominé par les mobilisations de l'Etat sur le marché financier international, la part du financement privé s'accroît d'année en année.

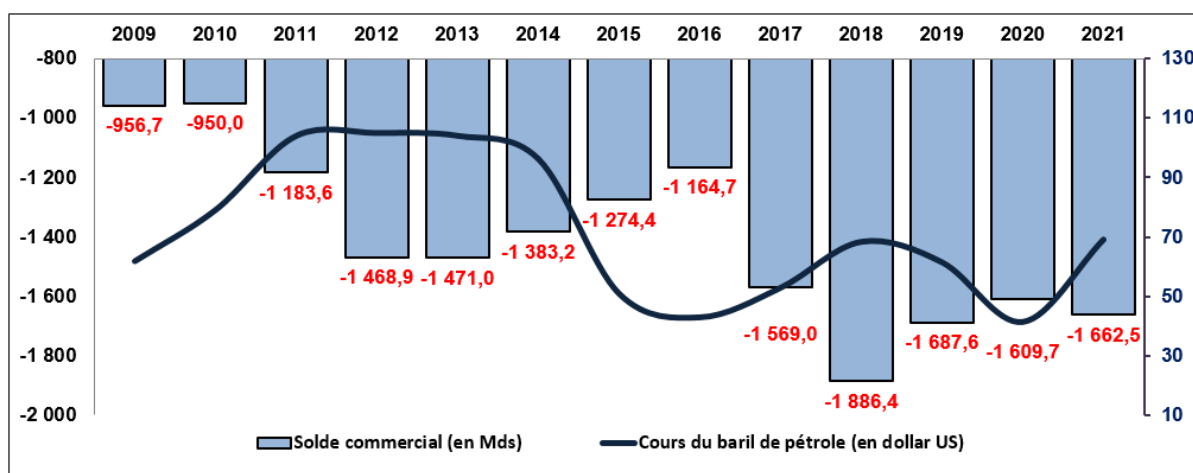


Sources : BCEAO/DPEE

I.1-BALANCE COMMERCIALE

Évalué à 1.662,5 Mds en 2021, le déficit commercial s'est accru de 3,2% en variation annuelle, après une diminution de 4,6% observée en 2020. Cette légère dégradation, qui situe le déficit de la balance commerciale en deçà de son niveau de 2019, fait suite à deux années successives d'amélioration. Au cours de la période sous revue, le déficit commercial a été affecté négativement par les fluctuations des cours mondiaux des matières premières, en particulier les prix des produits pétroliers (+67,3%), dans un contexte de reprise économique généralisée, après la contraction de l'activité mondiale induite par la crise de la Covid-19. Ainsi, la redynamisation du commerce international en 2021 s'est reflétée sur les importations et les exportations du Sénégal qui ont progressé respectivement de 17,1% et 26,3%.

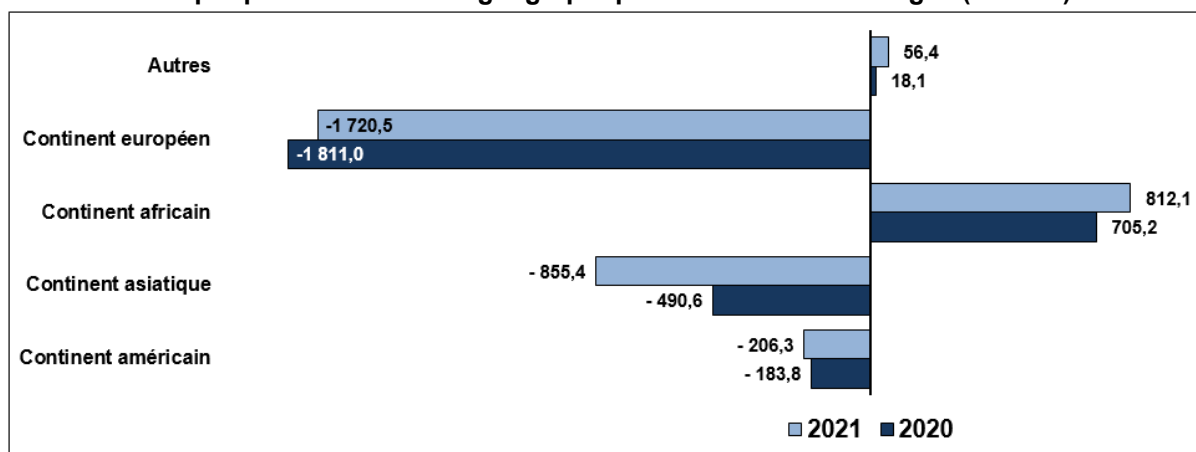
Graphique 3 : Evolution de la balance commerciale



Source : BCEAO

L'examen de l'orientation géographique des échanges extérieurs de marchandises montre que la balance commerciale du Sénégal vis-à-vis du continent européen, son premier fournisseur, s'est améliorée de 5,3% (-1.720,5 Mds contre -1.811,0 Mds). En outre, l'excédent vis-à-vis du continent africain, son premier client, s'est consolidé de 15,2% (812,1 Mds contre 705,2 Mds). Au même moment, le déficit commercial vis-à-vis du continent asiatique s'est dégradé (-855,4 Mds contre -490,6 Mds).

Graphique 4 : Orientation géographique du solde des échanges (en Mds)



Source : BCEAO

La bonne tenue des ventes extérieures en 2021 est imputable essentiellement à la reprise de l'activité économique mondiale. En effet, le regain de la demande extérieure a impulsé une progression des cours mondiaux des matières premières¹. Il convient néanmoins de relever une amélioration tendancielle des indicateurs du commerce extérieur à partir de 2016, particulièrement le taux de couverture des importations par les exportations qui est passé de 53,2% en 2018 à 64,7% en 2021. En outre, le déficit commercial rapporté au PIB s'est amélioré de 0,5 point en variation annuelle pour s'établir à 10,9% du PIB en 2021. Cette dernière évolution est imputable à une plus forte progression des exportations (+2,8 points ; 19,9% du PIB) que des importations (+2,2 points ; 30,7% du PIB).

Tableau 2 : Compte de biens (en millions de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Marchandises générales						
Exportations	1 485 488,6	1 659 238,5	1 794 016,2	2 170 488,4	1 934 480,5	2 436 954,8
Importations	2 867 544,6	3 476 118,8	4 033 003,7	4 281 198,8	4 020 309,9	4 707 159,2
Exportations nettes et négoce internationale	1 567,7	2 022,4	2 608,9	3 365,4	3 214,3	3 521,3
Or non monétaire						
Exportations	216 426,3	246 566,8	350 782,1	420 584,7	473 155,2	604 210,3
Importations	629,5	678,3	782,1	870,2	234,2	0,0
Total						
Total des exportations de biens	1 703 482,7	1 907 827,6	2 147 407,2	2 594 438,6	2 410 850,0	3 044 686,4
Total des importations de biens	2 868 174,2	3 476 797,1	4 033 785,7	4 282 069,0	4 020 544,2	4 707 159,2
Principaux indicateurs						
Solde commercial	-1 164 691,5	-1 568 969,5	-1 886 378,5	-1 687 630,4	-1 609 694,1	-1 662 472,8
PIB nominal (en millions FCFA)	11 283 396,0	12 191 796,0	12 840 179,0	13 709 621,0	14 097 918,6	15 319 125,9
Solde commercial/PIB	-10,3%	-12,9%	-14,7%	-12,3%	-11,4%	-10,9%
Exportations/PIB	15,1%	15,6%	16,7%	18,9%	17,1%	19,9%
Importations/PIB	25,4%	28,5%	31,4%	31,2%	28,5%	30,7%
Exportations/Importations	59,4%	54,9%	53,2%	60,6%	60,0%	64,7%

Sources : BCEAO/ANS/DGPPE

I.1.1- Exportations de biens

Les exportations de biens sont évaluées à 3.044,7 Mds en 2021 contre 2.410,9 Mds en 2020, soit une progression de 26,3%. La bonne tenue des ventes de biens à l'étranger reflète une augmentation généralisée des exportations, dans un contexte de reprise économique.

I.1.1.a. Orientation géographique des exportations

La part de marché sur le continent africain, principale destination des exportations sénégalaises, s'est réduite de 5,8 points en 2021 pour ressortir à 47,3%, soit 1.152,0 Mds. Les pays de la CEDEAO (43,3%), en particulier ceux de l'UEMOA (35,0%), concentrent l'essentiel des expéditions de marchandises en Afrique. La diminution de la part de marché du continent africain par rapport à l'année précédente s'explique par le rebond des exportations vers les continents européen et asiatique, régions fortement affectées par la crise sanitaire en 2020.

¹ L'indice des prix des matières premières produits par le FMI a progressé de 46,1%, dont 81,6% pour les produits énergétiques et 26,7% pour les produits non énergétiques.

En effet, les ventes extérieures en direction des pays européens et asiatiques se sont accrues respectivement de 65,6% et 44,2%, contre des baisses de 19,0% et 16,8% observées en 2020. Ces évolutions sont expliquées par la levée des restrictions de mobilité, introduites pour lutter contre la propagation de la Covid-19, le regain de la demande extérieure ainsi que la hausse des cours mondiaux des principaux produits de base.

Tableau 3 : Orientation géographique des exportations de marchandises générales (en millions de FCFA)

	2016		2017		2018		2019		2020		2021	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Exportations	1 485 488,6	100,0	1 659 238,5	100,0	1 794 016,2	100,0	2 170 488,4	100,0	1 934 480,5	100,0	2 436 954,8	100,0
Union Européenne	231 243,1	15,6	264 771,2	16,0	302 664,3	16,9	324 076,9	14,9	264 397,5	13,7	358 803,9	14,7
- dont France	43 600,4	2,9	44 752,0	2,7	46 953,4	2,6	51 210,8	2,4	44 224,1	2,3	49 565,0	2,0
Etats-Unis	36 528,0	2,5	52 954,1	3,2	62 900,6	3,5	77 517,6	3,6	67 533,9	3,5	69 438,7	2,8
Japon	4 193,9	0,3	3 215,5	0,2	6 840,5	0,4	9 562,9	0,4	6 168,7	0,3	9 244,6	0,4
Inde	122 259,6	8,2	87 345,9	5,3	168 341,4	9,4	211 915,2	9,8	171 975,5	8,9	282 397,9	11,6
Chine	74 753,1	5,0	77 728,9	4,7	64 162,5	3,6	161 895,0	7,5	152 146,1	7,9	189 767,9	7,8
Thaïlande	1 251,5	0,1	3 279,2	0,2	2 931,1	0,2	801,0	0,0	624,6	0,0	233,1	0,0
CEDEAO	641 910,0	43,2	744 488,7	44,9	768 683,5	42,8	959 992,9	44,2	900 162,9	46,5	1 055 934,8	43,3
UEMOA	486 209,0	32,7	578 864,0	34,9	598 246,5	33,3	802 774,8	37,0	717 846,7	37,1	856 208,7	35,1
Bénin	13 701,7	0,9	11 166,7	0,7	12 062,0	0,7	15 471,9	0,7	11 725,6	0,6	16 649,6	0,7
Burkina faso	32 970,1	2,2	34 663,4	2,1	39 155,6	2,2	39 551,2	1,8	30 433,9	1,6	37 140,0	1,5
Côte d'Ivoire	81 875,2	5,5	85 527,5	5,2	75 205,1	4,2	97 052,3	4,5	119 456,8	6,2	124 726,2	5,1
Guinée-Bissau	35 583,6	2,4	39 307,6	2,4	49 881,0	2,8	49 972,1	2,3	39 917,1	2,1	47 901,7	2,0
Mali	289 731,8	19,5	382 378,5	23,0	401 119,0	22,4	574 129,7	26,5	493 013,5	25,5	601 624,6	24,7
Niger	17 429,5	1,2	10 976,8	0,7	9 082,9	0,5	9 810,4	0,5	12 238,9	0,6	13 297,9	0,5
Togo	14 917,0	1,0	14 843,5	0,9	11 740,9	0,7	16 787,2	0,8	11 061,1	0,6	14 868,7	0,6
AUTRES Etats CEDEAO	155 700,9	10,5	165 624,7	10,0	170 437,0	9,5	157 218,1	7,2	182 316,2	9,4	199 726,1	8,2
Dont Nigeria	5 918,0	0,4	12 601,4	0,8	16 546,6	0,9	14 995,5	0,7	13 722,0	0,7	12 210,9	0,5
Gambie	50 409,1	3,4	62 813,0	3,8	54 236,7	3,0	45 417,6	2,1	64 553,8	3,3	88 256,7	3,6
R. Guinée	50 115,1	3,4	61 391,5	3,7	70 800,2	3,9	78 817,3	3,6	85 380,8	4,4	80 473,6	3,3
Mauritanie	45 625,7	3,1	44 940,9	2,7	41 913,1	2,3	39 741,4	1,8	40 810,2	2,1	51 482,0	2,1
Autres clients	327 723,7	22,1	380 514,0	22,9	375 579,3	20,9	384 985,5	17,7	330 661,1	17,1	419 652,0	17,2
Continent américain	46 575,4	3,1	72 575,3	4,4	74 783,3	4,2	84 004,3	3,9	87 578,1	4,5	113 244,6	4,6
Continent asiatique	306 189,5	20,6	305 142,1	18,4	335 785,8	18,7	482 185,5	22,2	400 918,3	20,7	577 439,8	23,7
Continent africain	715 524,5	48,2	815 642,9	49,2	891 004,6	49,7	1 087 845,8	50,1	1 027 882,3	53,1	1 152 049,5	47,3
Continent européen	404 227,5	27,2	453 983,9	27,4	395 989,7	22,1	329 266,5	15,2	266 648,6	13,8	441 636,5	18,1
Autres	12 971,7	0,9	11 894,2	0,7	96 452,9	5,4	187 186,3	8,6	151 453,1	7,8	152 584,4	6,3

Sources : BCEAO/ANSD/DGPPE

Au sein de l'UEMOA, le Mali demeure le premier client du Sénégal. Il concentre près du quart (24,7% contre 25,5%) des expéditions de marchandises générales, suivi de la Côte d'Ivoire (5,1% contre 6,2%), de la Guinée-Bissau (1,9% contre 2,1%) et du Burkina Faso (1,5% contre 1,6%). Les livraisons vers les pays de l'UEMOA sont constituées principalement de produits pétroliers, de ciment et, dans une moindre mesure, de produits alimentaires manufacturés.

Les expéditions vers les Etats de la CEDEAO non membres de l'Union sont composées, pour l'essentiel, de ciment et de produits alimentaires manufacturés (bouillons et autres préparations alimentaires). Les principaux clients sont la Gambie (3,6% contre 3,3%), la République de Guinée (3,3% contre 4,4%) et le Nigeria (0,5% contre 0,7%). Ces pays représentent 8,3% des exportations du Sénégal en 2021 contre 9,4% en 2020.

Le marché européen est la deuxième destination des exportations de marchandises générales² avec 18,1% de parts de marché contre 13,8% en 2020. Les expéditions sur ce continent, composées essentiellement de produits halieutiques et horticoles, ont connu un regain de 65,6% en 2021, en relation avec l'orientation positive de l'activité économique observée dans cette zone, consécutive à la levée des restrictions mises en place pour limiter la propagation de la pandémie en 2020.

² Les marchandises générales ne prennent pas en compte l'or non monétaire.

Les exportations de marchandises du Sénégal en direction de l'Asie ont également connu une nette hausse (+44,0%) pour s'établir à 577,4 Mds en 2021, après une baisse de 20,7% en 2020. Cette variation reflète, en particulier, la reprise des exportations d'acide phosphorique et des produits arachidières. Les principales destinations des exportations vers l'Asie sont la Chine (189,7 Mds) et l'Inde (282,4 Mds) qui concentrent 81,8% des ventes en 2021 contre 80,0% en 2020.

I.1.1.b. Composition des exportations de biens

La progression des exportations de marchandises générales a concerné l'essentiel des groupes de produits. En particulier, les produits de la chaîne de valeur phosphate ont significativement contribué à cette hausse, bénéficiant de l'augmentation des prix des fertilisants sur le marché international. Globalement, le rythme de progression des exportations a tiré profit du contexte économique international favorable.

Tableau 4 : Exportations de marchandises générales par principaux produits (en millions de FCFA)

Produits	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Sel marin	10 957,0	8 682,0	8 165,1	10 272,6	9 822,8	10 285,9
Minerais lourds (Zircon, titane, etc.)	58 524,7	82 469,7	99 744,8	115 423,6	116 197,0	150 318,7
Produits pétroliers	161 364,0	242 944,5	303 947,3	477 716,6	357 523,6	436 884,8
Produits arachidières	75 741,8	65 418,5	63 595,7	153 110,7	120 736,7	168 585,4
Phosphates	18 587,4	18 447,4	16 186,6	22 332,7	11 493,2	22 050,5
Coton	8 598,3	6 523,9	7 026,4	7 031,3	5 783,5	8 966,1
Produits horticoles	51 246,2	62 873,9	81 461,7	101 478,2	95 636,7	145 719,9
Produits de la pêche (poissons, conserves)	217 903,2	236 356,9	274 229,8	330 835,0	277 933,1	312 977,2
Ciment	122 799,1	117 743,3	86 503,3	77 682,2	73 746,0	86 230,8
Acide phosphorique	115 550,6	95 973,9	157 229,5	195 699,5	151 645,5	265 348,3
Engrais	10 191,3	18 935,3	26 048,0	29 452,1	21 257,8	33 056,3
Articles manufacturés	72 241,2	83 635,9	88 771,7	67 879,7	90 169,5	108 000,4
Autres produits d'exportation	627 585,6	710 306,5	802 768,7	857 752,1	929 400,6	1 136 378,0
TOTAL (Commerce Général FOB non ajusté)	1 551 290,4	1 750 311,6	2 015 678,7	2 446 666,4	2 261 346,1	2 884 802,2
Ajustements de valeur	73 379,6	64 417,7	68 047,0	80 876,0	76 154,8	74 509,9
Ajustements de chronologie	-14 253,1	-18 245,2	-14 394,7	-16 320,0	-13 467,2	-14 728,4
Ajustements de champ couvert	-124 928,3	-137 245,6	-275 314,8	-340 734,0	-389 553,3	-507 629,0
EXPORTATIONS FOB AJUSTÉES	1 485 488,6	1 659 238,5	1 794 016,2	2 170 488,4	1 934 480,5	2 436 954,8

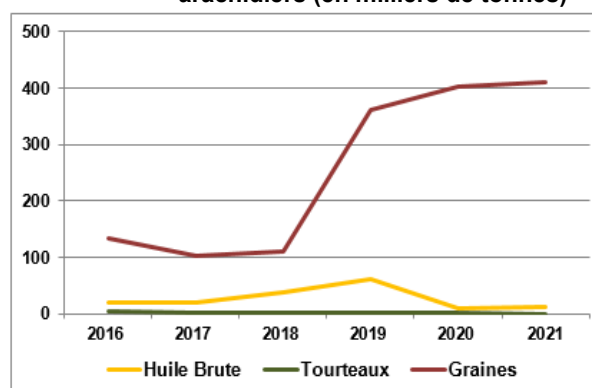
Sources : BCEAO/ANSD

I.1.1.b.1 - Exportations de produits agricoles et halieutiques

Les exportations de produits arachidières, constituées essentiellement de graines d'arachide (154,8 Mds contre 113,7 Mds) et d'huile brute (13,8 Mds contre 6,8 Mds), se sont accrues à la faveur des résultats satisfaisants de la campagne agricole 2020-2021.

Les livraisons de graines d'arachide sont orientées principalement vers la Chine, tandis que les expéditions d'huile brute sont destinées essentiellement au marché européen.

Graphique 5 : Volume des exportations de produits arachidières (en milliers de tonnes)

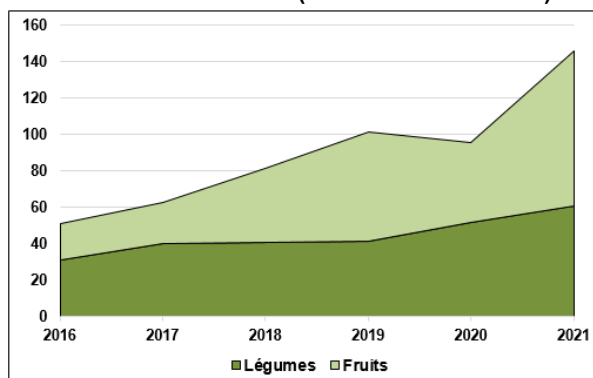


Sources : BCEAO / ANSD

Les exportations de produits horticoles se sont chiffrées à 145,7 Mds contre 95,6 Mds, soit une augmentation de 52,4%.

Elles sont composées de légumes, à hauteur de 41,7%, et de fruits (58,3%). Il convient de souligner que comparativement à l'année précédente, la part des fruits a nettement progressé.

Graphique 6 : Volume des exportations de produits horticoles (en milliers de tonnes)

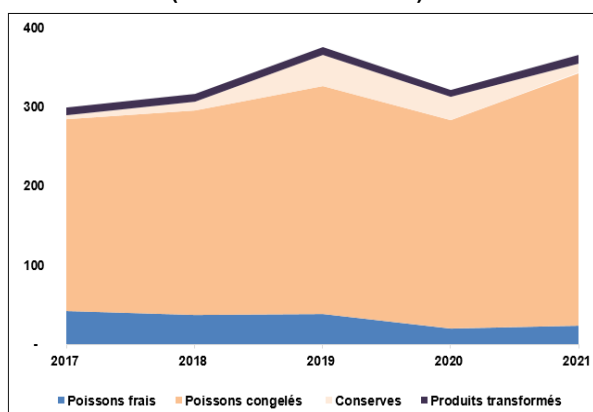


Sources : BCEAO / ANSD

Les difficultés logistiques, observées en 2020 en relation avec la pandémie de la Covid-19, ont affecté négativement les exportations de produits halieutiques.

Au cours de la période sous revue, les ventes à l'étranger de produits halieutiques se sont inscrites en hausse de 13,5%, après une baisse de 14,4% en 2020. Elles se situent à 365,1 Mds contre 321,7 Mds en 2020 et 375,9 Mds en 2019. En dépit de la bonne tenue des exportations de produits halieutiques, un repli des exportations de conserves a été observé en 2021.

Graphique 7 : Exportations de produits halieutiques (en milliers de tonnes)



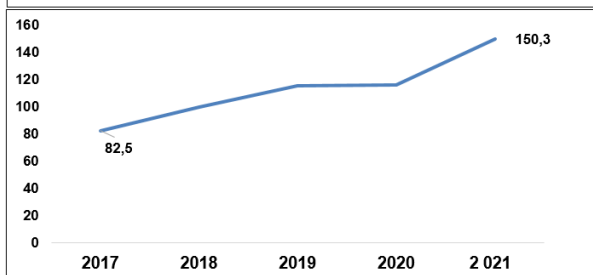
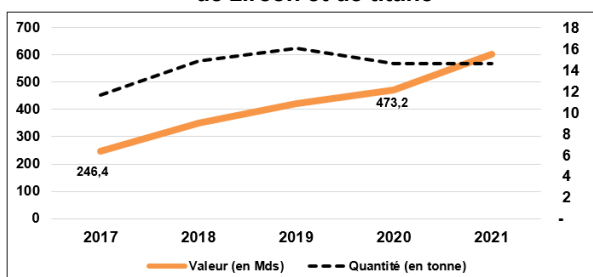
Sources : BCEAO / ANSD

I.1.1.b.2 - Exportations de produits miniers, chimiques et pétroliers

En 2021, l'or non monétaire a conforté sa place de premier produit d'exportation du Sénégal, les expéditions y relatives ont atteint 604,2 Mds contre 473,1 Mds en 2020. La progression observée (+27,7%) est imputable essentiellement à l'appréciation des cours mondiaux du métal jaune (+9,3% en moyenne annuelle sur les quatre dernières années).

Les exportations de zircon et de titane affichent une nette augmentation en 2021 (+29,1%) pour s'établir à 150,3 Mds. Cette évolution est expliquée par le relèvement combiné des prix (+13,2%) et des quantités (+14,3%).

Graphique 8 : Exportations d'or non monétaire de zircon et de titane



Sources : BCEAO/ANSD

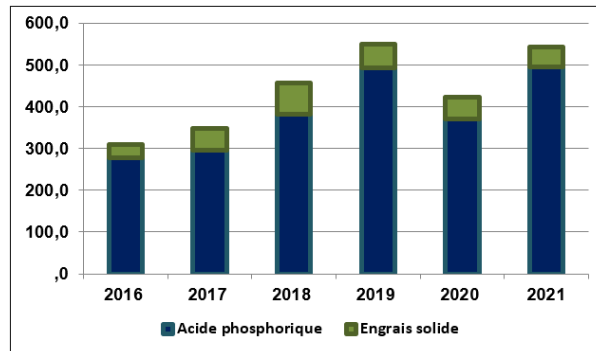
Les exportations de produits chimiques (engrais et acide phosphorique) ont connu une progression de plus de 75% en 2021, sous l'effet conjugué de la hausse des quantités (+33,9%) et des prix à l'exportation (+30,7%).

L'orientation à la hausse des quantités exportées est imputable à la reprise post-Covid, alors que la hausse des prix est en relation avec le renchérissement des fertilisants sur le marché international.

En ce qui concerne les expéditions de produits pétroliers raffinés, elles se sont accrues de 22,2% en 2021 pour s'établir à 436,9 Mds après 357,5 Mds en 2020. L'évolution observée est imputable essentiellement à l'appréciation des prix internationaux.

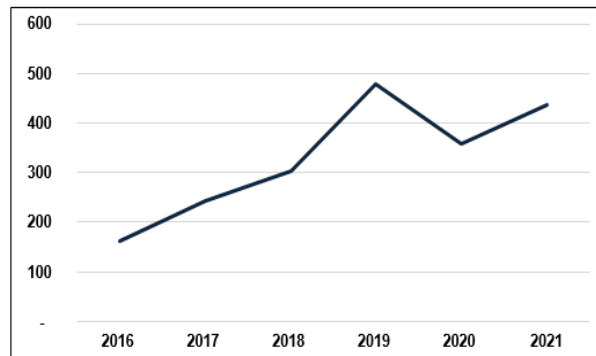
Il convient de souligner que les ventes de produits pétroliers sont destinées à approvisionner les pays de l'hinterland, en particulier le Mali, et à fournir des provisions de bord aux navires et aux aéronefs des compagnies étrangères.

Graphique 9 : Volume des exportations de produits chimiques (en milliers de tonnes)



Sources : BCEAO/ANSD

Graphique 10 : Evolution des exportations de produits pétroliers (en Mds)



Sources : BCEAO/ANSD

Tableau 5 : Exportations de marchandises générales ajustées (en millions, en milliers de tonnes, en FCFA/kg)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Sel marin	17 547,3	16 453,7	13 161,1	12 431,8	21 794,2	20 839,9	21 819,4
Volume	342,8	363,7	286,9	250,9	403,0	374,8	372,3
Prix	51,2	45,2	45,9	49,5	54,1	55,6	58,6
Produits Pétroliers	211 954,9	161 364,0	242 944,5	303 947,3	477 716,6	357 523,6	436 884,8
Volume	578,2	554,1	803,0	797,3	1 458,4	1 366,8	1 400,0
Prix	366,6	291,2	302,6	381,2	327,6	261,6	312,1
Produits arachidiers	86 545,2	75 741,8	65 418,5	63 595,7	153 110,7	120 736,7	168 585,4
Huile Brute	38 952,5	15 215,5	16 607,1	23 830,3	41 323,7	6 790,8	13 770,0
Quantité	52,3	19,5	20,0	36,9	60,4	8,9	13,1
Prix	754,5	778,6	832,3	645,0	684,7	764,3	1 049,3
Tourteaux	1 640,6	559,0	417,7	174,4	276,2	241,4	26,8
Quantité	8,5	5,2	2,3	0,8	1,5	0,8	0,1
Prix	192,5	107,4	184,6	210,0	188,3	293,6	374,7
Graines	45 952,1	59 967,3	48 393,7	39 590,9	111 510,7	113 704,5	154 788,5
Quantité	99,8	133,8	102,5	109,8	362,1	403,3	411,3
Prix	460,6	448,2	472,0	360,5	308,0	281,9	376,4
Phosphates	34 034,9	18 587,4	18 447,4	16 186,6	22 332,7	11 493,2	22 050,5
Quantité	752,4	472,6	502,4	500,1	467,5	171,1	378,7
Prix	45,2	39,3	36,7	32,4	47,8	67,2	58,2
Coton	9 074,4	8 598,3	6 523,9	7 026,4	7 031,3	5 783,5	8 966,1
Quantité	12,7	11,6	7,9	7,8	8,1	7,2	10,8
Prix	714,7	744,0	827,6	906,1	863,9	807,2	830,6
Ciment	90 902,0	106 446,2	106 339,8	88 262,0	77 682,2	73 746,0	86 230,8
Quantité	2 052,9	2 614,6	2 627,8	2 239,3	1 946,8	1 802,5	2 107,6
Prix	44,3	40,7	40,5	39,4	39,9	40,9	40,9
Produits de Pêche	264 980,0	287 336,4	299 443,1	316 497,7	375 873,6	321 712,5	365 099,6
Poissons frais	38 517,5	46 232,6	41 570,5	36 843,3	38 300,6	19 495,2	23 761,3
Quantité	6,3	6,9	6,1	5,4	5,7	3,2	3,6
Prix	6 160,0	6 677,4	6 784,3	6 825,0	6 765,7	6 113,4	6 553,6
Poissons congelés	211 774,5	225 539,3	242 150,7	258 167,0	287 625,1	263 299,5	319 119,0
Quantité	157,1	165,0	182,8	197,0	237,5	237,6	267,9
Prix	1 348,4	1 367,3	1 324,9	1 310,3	1 211,0	1 108,4	1 191,2
Conserves	4 990,0	3 335,4	6 085,3	11 735,1	40 183,4	29 827,1	11 746,8
Quantité	3,6	2,5	3,3	6,4	23,7	19,7	7,4
Prix	1 377,2	1 331,8	1 833,8	1 839,3	1 695,0	1 512,2	1 592,3
Produits transformés	9 698,0	12 229,2	9 636,6	9 752,2	9 764,5	9 090,7	10 472,5
Quantité	6,1	8,1	5,4	5,5	5,1	5,2	5,7
Prix	1 577,2	1 509,6	1 770,2	1 775,9	1 897,1	1 748,2	1 844,2
Produit ICS	90 429,9	134 860,1	141 614,4	222 074,6	241 191,0	171 140,8	289 109,6
Acide phosphorique	84 128,4	124 056,8	121 628,3	194 573,8	219 160,0	151 645,5	265 348,3
Quantité	180,1	277,2	296,0	381,0	492,5	369,9	495,3
Prix	467,2	447,6	410,9	510,7	445,0	409,9	535,7
Engrais solide	6 301,5	10 803,3	19 986,1	27 500,9	22 031,0	19 495,2	23 761,3
Quantité	18,5	31,4	51,0	75,6	57,9	53,0	46,5
Prix	339,8	344,4	391,9	363,7	380,2	368,0	511,5
Zircon et titane	55 069,2	58 524,7	82 469,7	99 744,8	115 423,6	116 197,0	150 318,7
Autres	638 935,9	617 575,9	682 876,1	664 249,2	678 332,5	735 307,2	887 889,9
EXPORTATIONS FOB AJUSTEES	1 499 473,7	1 485 488,6	1 659 238,5	1 794 016,2	2 170 488,4	1 934 480,5	2 436 954,8

Sources : ANSD/BCEAO

I.1.2. Importations de biens

En 2021, les achats de biens à l'étranger (valeur FOB) sont évalués à 4.707,2 Mds contre 4.020,3 Mds en 2020 et 4.282,1 Mds en 2019, soit une progression de 17,1%, après une contraction de 6,1%. L'évolution observée est expliquée par une augmentation de la demande intérieure, dans un contexte de reprise économique. Les importations de l'ensemble des groupes de produits se sont ainsi orientées à la hausse, en relation notamment avec l'appréciation des cours mondiaux des matières premières.

I.1.2.a. Orientation géographique des importations

Au cours de la période sous revue, le continent européen est demeuré le premier fournisseur du Sénégal. Toutefois, sa part de marché s'est inscrite en retrait de 5 points de pourcentage pour s'établir à 53,3%, soit 2.607,3 Mds. La part de marché des pays de l'Union Européenne, premiers fournisseurs du Sénégal, s'est établie à 33,7% en 2021. Les importations en provenance du continent européen sont composées essentiellement de produits pétroliers raffinés, de biens d'équipement ainsi que de produits pharmaceutiques. La France est le premier partenaire commercial du Sénégal sur le continent européen avec 11,7% des approvisionnements (632,8 Mds).

Les importations en provenance du continent asiatique sont, quant à elles, ressorties à 1.610,0 Mds contre 1.110,7 Mds en 2020, soit une progression de 44,9%. Elles représentent 29,8% des parts de marché en 2021 contre 24,6% en 2020. Le regain des importations en provenance d'Asie est attribuable principalement à la Chine (520,4 Mds contre 413,9 Mds) et à l'Inde (383,7 Mds contre 192,4 Mds). Il convient de noter que les achats en provenance de l'Inde, constitués essentiellement de riz et de matériel de transport, ont doublé en variation annuelle.

Tableau 6 : Orientation géographique des importations (valeur en millions de FCFA)

	2016		2017		2018		2019		2020		2021	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Importations CAF	3 221 960,3	100,0	3 905 751,5	100,0	4 503 633,3	100,0	4 791 492,7	100,0	4 509 601,7	100,0	5 401 215,4	100,0
Union Européenne	1 239 484,6	38,5	1 508 590,7	38,6	1 697 953,9	37,7	2 099 570,0	43,8	1 872 645,4	41,5	1 822 575,4	33,7
dont : France	511 525,8	15,9	574 972,8	14,7	569 283,9	12,6	801 136,7	16,7	703 962,5	15,6	632 774,0	11,7
Etats-Unis	72 060,3	2,2	81 443,2	2,1	112 052,4	2,5	93 604,8	2,0	117 553,7	2,6	150 364,5	2,8
Japon	73 128,1	2,3	70 192,9	1,8	79 273,0	1,8	82 178,8	1,7	62 936,7	1,4	91 646,1	1,7
Inde	245 164,4	7,6	285 261,9	7,3	288 810,8	6,4	162 279,6	3,4	192 428,9	4,3	383 729,4	7,1
Thaïlande	58 727,1	1,8	83 403,6	2,1	67 992,6	1,5	68 887,3	1,4	42 734,8	0,9	46 713,9	0,9
Chine	331 724,6	10,3	380 181,2	9,7	498 348,6	11,1	510 372,3	10,7	413 904,5	9,2	520 384,3	9,6
CEDEAO	470 866,9	14,6	555 304,4	14,2	640 910,8	14,2	500 727,6	10,5	506 439,6	11,2	550 309,1	10,2
UEMOA	185 231,4	5,7	157 124,2	4,0	211 855,7	4,7	204 808,1	4,3	229 064,3	5,1	260 711,0	4,8
Bénin	543,9	0,0	1 826,7	0,0	518,6	0,0	707,9	0,0	1 112,1	0,0	1 324,9	0,0
Burkina faso	4 313,7	0,1	7 306,3	0,2	5 905,1	0,1	5 590,2	0,1	6 632,9	0,1	6 493,0	0,1
Côte d'Ivoire	75 433,1	2,3	79 328,1	2,0	68 838,8	1,5	80 738,3	1,7	78 426,8	1,7	85 972,4	1,6
Guinée-Bissau	3 890,2	0,1	6 044,7	0,2	3 914,7	0,1	5 669,4	0,1	3 348,9	0,1	3 946,8	0,1
Mali	94 158,8	2,9	50 494,6	1,3	126 079,6	2,8	102 050,7	2,1	102 474,8	2,3	127 881,1	2,4
Niger	738,4	0,0	3 620,2	0,1	1 111,3	0,0	1 922,2	0,0	1 476,2	0,0	571,0	0,0
Togo	6 153,3	0,2	8 503,6	0,2	5 487,6	0,1	8 129,4	0,2	35 592,5	0,8	34 521,8	0,6
Autres Etats CEDEAO	285 635,5	8,9	398 180,2	10,2	429 055,1	9,5	295 919,5	6,2	277 375,2	6,2	289 598,1	5,4
Dont Nigeria	249 594,1	7,7	309 405,4	7,9	388 948,5	8,6	245 564,0	5,1	257 198,1	5,7	287 562,8	5,3
Gambie	138,0	0,0	1 766,0	0,0	4 568,7	0,1	1 792,4	0,0	10 440,7	0,2	3 882,5	0,1
R. Guinée	1 952,2	0,1	2 910,6	0,1	5 739,2	0,1	1 068,5	0,0	1 320,9	0,0	1 915,4	0,0
Mauritanie	5 224,9	0,2	3 629,9	0,1	6 956,9	0,2	3 339,0	0,1	7 960,6	0,2	2 295,3	0,0
Autres fournisseurs	725 579,4	22,5	937 743,8	24,0	1 111 334,3	24,7	1 270 533,1	26,5	1 292 997,6	28,7	1 833 197,4	33,9
Continent américain	218 512,4	6,8	274 989,9	7,0	276 370,4	6,1	283 030,2	5,9	328 572,8	7,3	399 096,6	7,4
Continent asiatique	949 689,2	29,5	1 114 292,2	28,5	1 259 884,3	28,0	1 200 217,1	25,0	1 110 747,5	24,6	1 610 018,7	29,8
Continent africain	549 144,5	17,0	654 347,7	16,8	858 459,9	19,1	619 785,3	12,9	645 837,0	14,3	719 696,3	13,3
Continent européen	1 456 244,0	45,2	1 827 091,1	46,8	2 081 006,4	46,2	2 656 155,8	55,4	2 404 005,4	53,3	2 607 312,6	48,3
Autres	48 370,2	1,5	35 030,6	0,9	27 912,3	0,6	14 743,1	0,3	20 439,1	0,5	65 091,2	1,2

Sources : ANSD/BCEAO

La part du continent africain dans les importations totales s'est contractée de 1,0 point de pourcentage pour s'établir à 13,3% en 2021 (719,7 Mds contre 645,8 Mds l'année précédente). Les pays de la CEDEAO ont fourni 10,2% (550,3 Mds) des acquisitions en provenance de l'étranger. La part des marchandises vendues par les pays de l'UEMOA se situe, quant à elle, à 3,8% (202,9 Mds). S'agissant des approvisionnements fournis par les autres pays de la CEDEAO, ils sont constitués en grande partie de pétrole brut en provenance du Nigeria, principal fournisseur du Sénégal au sein de la Communauté.

I.1.2.b. Composition des importations de biens

L'analyse des importations par groupe de produits fait ressortir une orientation à la hausse de la facture d'importations. Les acquisitions de produits pétroliers ainsi que celles des biens d'équipement et intermédiaires ont enregistré des hausses respectives de 30,6%, 12,6% et 28,9%. La dynamique des importations s'explique par le renchérissement des produits importés, sous l'effet de l'appréciation des cours mondiaux des matières premières, et par la hausse de la demande intérieure.

Tableau 7 : Importations (CAF) de marchandises générales (en millions de FCFA)

PRODUITS	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Produits alimentaires	618 393,2	767 654,2	788 143,2	781 259,7	867 207,3	950 693,3
Autres biens de consommation	366 080,8	410 711,9	440 225,0	458 451,6	481 804,0	548 307,3
Produits pétroliers	637 408,4	856 133,2	1 254 412,1	1 234 317,6	1 040 859,8	1 359 052,0
Biens intermédiaires	644 891,3	777 186,1	932 192,6	964 538,3	939 818,7	1 211 900,3
Biens d'équipement	856 972,1	974 300,0	961 047,9	1 184 805,4	1 002 533,4	1 128 732,8
Produits divers	94 747,8	122 720,5	111 977,7	150 555,8	162 186,0	179 808,4
Total (Commerce Général CAF non ajusté)	3 218 493,5	3 908 705,9	4 487 998,5	4 773 928,3	4 494 409,4	5 378 494,1
Ajust. de valeur	-9 926,8	-11 425,1	-12 853,3	-10 851,7	-11 458,7	-12 054,8
Ajust. de chronologie	-38 768,1	-33 651,5	-31 809,1	-35 742,9	-30 514,7	-31 458,1
Ajust. de champ couvert	52 161,7	42 122,2	60 297,2	64 159,1	57 165,7	66 234,2
IMPORTATIONS TOTALES CAF AJUSTEES	3 221 960,3	3 905 751,5	4 503 633,3	4 791 492,7	4 509 601,7	5 401 215,4

Sources : ANSD/BCEAO

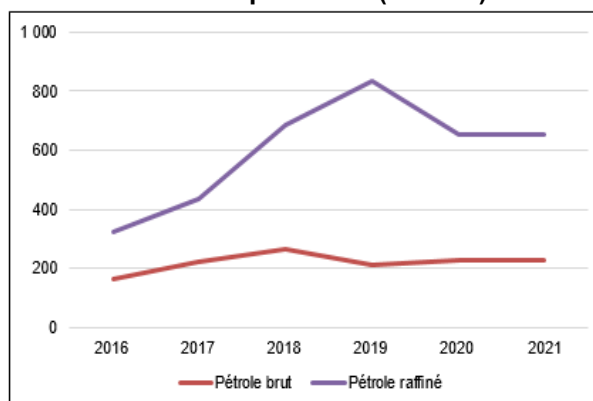
- **Les produits pétroliers**

Les importations de produits pétroliers ont progressé dans le sillage des cours du baril de pétrole (+67,3%) et du regain de l'activité économique interne.

L'appréciation des cours mondiaux est imputable à la normalisation de l'environnement économique international en 2021.

Dans ce contexte, les importations en valeur de produits pétroliers bruts et raffinés ont enregistré des hausses respectives de 9,6% et 32,8%.

Graphique 11 : Importations de produits pétroliers (en Mds)



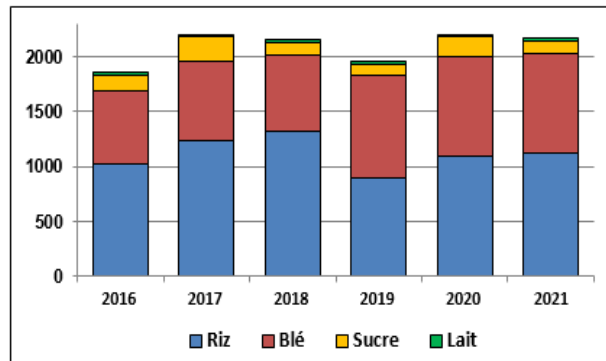
Sources : BCEAO / ANSD

- **Les produits alimentaires**

En 2021, les importations de produits alimentaires, valeur FOB, ont progressé de 7,2% à 828,5 Mds. La facture alimentaire s'est ressentie de la hausse des approvisionnements en riz qui sont passés de 1,097 million de tonnes (219,3 Mds) à 1,120 million de tonnes (228,7 Mds).

Il a également été relevé un regain des importations de blé (+32,0%), au moment où les importations de sucre (-20,0%) ont diminué.

Graphique 12 : Importations de produits alimentaires (en milliers de tonnes)



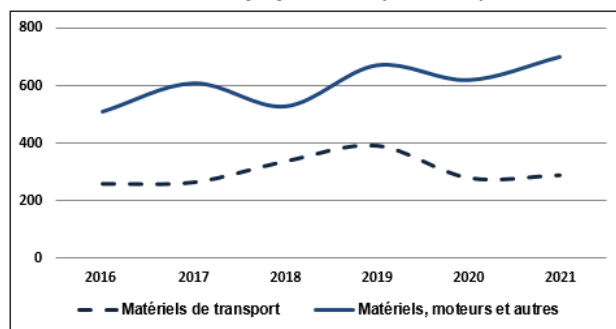
Sources : BCEAO / ANSD

- **Les biens d'équipement**

Après le recul observé en 2020, les acquisitions de biens d'équipement ont connu un regain de 10,0% en 2021 pour s'établir à 983,7 Mds.

Cette progression reflète celle de la rubrique "machines, moteurs et autres appareils" (697,3 Mds contre 616,5 Mds) et, dans une moindre mesure, celle des matériels de transport (286,4 Mds contre 277,2 Mds).

Graphique 13 : Importations de biens d'équipement (en Mds)



Sources : BCEAO/ANSD

Tableau 8 : Importations de marchandises générales ajustées (FOB en Mds de FCFA, Volume en milliers de tonnes)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Produits alimentaires	554,1	550,4	683,2	705,8	698,1	773,1	828,5
Riz	199,2	170,3	221,7	238,5	177,7	219,3	228,7
Volume	1 220,5	1 026,2	1 236,1	1 323,1	897,4	1 097,0	1 120,2
Prix	163,2	165,9	179,4	180,3	198,0	199,9	204,1
Blé	78,1	69,7	79,4	79,2	96,8	98,6	130,2
Volume	654,2	668,5	728,8	698,2	937,2	905,6	909,4
Prix	119,4	104,2	108,9	113,4	103,3	108,8	143,2
Sucre	23,2	43,3	62,9	26,5	27,8	50,9	40,7
Volume	89,0	135,3	215,8	107,4	101,8	179,1	115,0
Prix	261,2	320,4	291,3	246,5	273,2	284,4	354,0
Lait	36,9	32,9	30,4	31,4	30,4	32,1	32,6
Volume	30,2	32,4	26,6	26,3	24,8	24,4	25,2
Prix	1 224,3	1 012,9	1 142,5	1 191,0	1 223,3	1 317,7	1 290,0
Autres	216,6	234,2	288,8	330,2	365,3	372,1	396,3
Volume	559,7	625,3	739,3	805,4	643,2	615,2	651,3
Prix	387,0	374,6	390,7	410,0	567,9	604,9	608,6
Produits pétroliers	588,9	521,9	709,5	1 033,6	1 102,9	927,9	1 184,4
Produits brut	177,7	161,3	224,3	266,4	211,2	226,3	248,1
Volume	987,8	996,0	1 198,4	1 120,9	960,8	1 294,5	1 287,7
Prix	179,9	161,9	187,2	237,7	219,9	174,8	192,6
Produits finis	369,5	322,2	433,9	684,8	831,6	653,9	868,3
Volume	1 545,4	1 522,8	1 726,5	2 278,4	2 990,7	2 954,1	3 282,9
prix	239,1	211,6	251,3	300,6	278,1	221,3	264,5
Autres produits pétroliers	41,7	38,5	51,4	82,4	60,0	47,8	68,0
Biens intermédiaires	549,5	574,0	691,7	834,8	861,8	837,8	1 056,2
Biens d'équipement	746,8	762,7	867,1	860,6	1 058,6	893,8	983,7
Matériels de transport	219,7	256,2	261,6	335,6	390,6	277,2	286,4
Matériels & moteurs	370,0	353,5	384,5	348,7	425,1	377,4	467,4
Autres	157,0	153,0	221,0	176,3	243,0	239,1	229,9
Autres biens	503,8	458,6	524,5	598,2	559,8	587,7	654,4
IMPORTATIONS FOB AJUSTEES	2 943,1	2 867,5	3 476,1	4 033,0	4 281,2	4 020,3	4 707,2
Fret et assurances	401,3	354,4	429,6	470,6	510,3	489,3	694,1
IMPORTATIONS CAF AJUSTEES	3 344,4	3 222,0	3 905,8	4 503,6	4 791,5	4 509,6	5 401,2

Sources : BCEAO/ANSD

Encadré C : Ajustement des données du Commerce extérieur

Les données nécessaires à l'élaboration de la balance des paiements sont tirées de plusieurs sources notamment, les statistiques du commerce international des biens, les enquêtes auprès des entreprises et les données fournies par les partenaires économiques et financiers.

Les Statistiques du Commerce International de Marchandises (SCIM) sont les principales sources d'informations sur les produits échangés (importation et exportation). Elles peuvent être établies sur la base du commerce spécial ou général. Le second système est recommandé, aux fins des statistiques des comptes internationaux, en ce qu'il retrace les mouvements des biens qui entrent sur le territoire économique, y compris dans les entrepôts de douane et dans les zones franches. Pour une meilleure appréciation des échanges sur les principaux produits importés et exportés, les informations sont complétées par les données recueillies auprès des opérateurs économiques.

En effet, les données fournies par la Douane font état du mouvement physique des biens qui franchissent la frontière, tandis que pour la balance des paiements, les transactions sur marchandises générales sont enregistrées à la date de transfert de propriété aux prix du marché. Les biens sont considérés comme changeant de propriétaire lorsque les parties comptabilisent les biens dans leurs livres comme actifs réels et apportent les modifications correspondantes à leurs actifs et passifs financiers.

La disponibilité des différentes informations permet de procéder à des ajustements pour répondre à la méthodologie d'établissement de la balance des paiements, en termes de champ couvert, de transfert de propriété et d'évaluation des transactions.

Ajustements de champ couvert : les statistiques du commerce extérieur sont ajustées des données du commerce frontalier ainsi que des estimations des services douaniers sur le commerce frauduleux. Par ailleurs, un reclassement des exportations d'or non monétaire est effectué pour tenir compte de l'exclusion de ce produit du champ des marchandises générales, conformément à la méthodologie de la sixième édition du manuel de la balance des paiements.

Ajustements de chronologie : ils sont fondés sur le fait que les transactions enregistrées sont celles effectivement comptabilisées par les entreprises au cours de l'année, la date de chaque opération étant celle du transfert de propriété des marchandises entre l'exportateur et l'importateur. L'ajustement de chronologie permet de corriger l'écart issu des décalages entre les dates d'enregistrement de certaines transactions respectivement par les services douaniers et les opérateurs.

Ajustements de valeur : un problème d'évaluation se pose dans certains cas, en raison notamment de l'utilisation de valeurs spécifiques dans les statistiques douanières, dans la mesure où de telles valeurs peuvent être différentes de celles obtenues en appliquant les prix de marché qui doivent être retenus pour la valorisation des marchandises en balance des paiements.

En pratique, pour chaque produit, le prix du marché est obtenu à partir d'une moyenne pondérée des prix déclarés par les opérateurs. L'écart entre le prix de marché et celui résultant des statistiques douanières, appliqué aux quantités déclarées par la douane pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement à effectuer sur les valeurs douanières.

I.2- BALANCE DES SERVICES

Dans un contexte marqué par la poursuite du développement des projets d'hydrocarbures et la reprise timide du secteur touristique, la balance des services est ressortie à -1.386,4 Mds en 2021, en détérioration de 369,1 Mds comparativement à son niveau de l'année précédente. Cette évolution est attribuable à la dégradation des postes "autres services" (-897,0 Mds contre -665,4 Mds), induite par le relèvement des importations de services nécessaires au développement des projets pétroliers et gaziers, en particulier les services techniques spécialisés (-691,6 Mds contre -534,5 Mds).

Par ailleurs, la hausse des importations et le renchérissement du fret ont concouru au creusement du déficit du poste "transports" qui est ressorti à 610,3 Mds. Il convient néanmoins de relever que les recettes nettes du poste "voyages" ont connu une amélioration sensible pour se situer à 120,9 Mds en 2021 contre 41,8 Mds en 2020, en relation avec l'allègement des contraintes de déplacement des voyageurs.

Tableau 9 : Evolution des principaux soldes de la balance des services (en millions de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Transports	-328 155,2	-390 390,1	-429 762,8	-453 086,7	-393 646,2	-610 317,9
<i>dont Fret</i>	-287 929,3	-345 680,0	-387 906,2	-417 074,7	-403 446,3	-590 175,1
Voyages	144 104,1	154 222,1	180 977,7	200 348,9	41 778,6	120 915,0
Autres Services	111 291,9	116 751,3	95 037,4	-13 156,3	-665 352,6	-896 951,6
Services	-72 759,2	-119 416,7	-153 747,7	-265 894,1	-1 017 220,2	-1 386 354,5

Source : BCEAO

I.2.1. Transports

Au titre des services de transport, le déficit est passé de 393,6 Mds en 2020 à 610,3 Mds en 2021, soit une aggravation de 216,7 Mds attribuable à l'augmentation des déficits du fret et du transport aérien. Ces évolutions sont expliquées principalement par les effets de la hausse soutenue des importations et le redressement de l'activité touristique.

Tableau 10 : Evolution des transports (en millions de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Passagers	-47 912,2	-53 129,0	-51 291,6	-46 689,6	-1 241,3	-35 776,6
Fret (net)	-287 929,3	-345 680,0	-387 906,2	-417 074,7	-403 446,3	-590 175,1
Autres activités connexes	7 686,3	8 256,0	9 435,0	10 677,6	11 041,4	15 633,8
Solde	-328 155,2	-390 390,1	-429 762,8	-453 086,7	-393 646,2	-610 317,9

Source : BCEAO

I.2.2. Voyages

En 2021, le poste "voyage" a bénéficié des effets positifs de la vaccination contre la Covid-19 entraînant ainsi un regain de dynamisme pour les activités touristiques. L'excédent du poste "voyage" s'est ainsi amélioré aussi bien pour le tourisme de loisirs que pour le tourisme à vocation professionnelle.

Tableau 11 : Evolution du poste voyages (en millions de FCFA)

Années		2016	2017	2018	2019	2020	2021
Voyages		144 104,1	154 222,1	180 977,7	200 348,9	41 778,6	120 915,0
A titre professionnel	recettes	46 227,4	48 594,2	55 941,6	60 163,0	17 170,5	40 910,8
	dépenses	42 054,9	43 123,1	44 153,4	47 939,1	3 840,2	32 694,5
A titre personnel	recettes	184 706,4	195 332,6	219 749,2	242 085,9	53 500,5	158 530,5
	dépenses	44 774,8	46 581,6	50 560,0	53 960,8	25 052,2	45 831,8

Source : BCEAO

I.2.3. Autres services

Au cours de la période sous revue, le solde du compte des “autres services” est ressorti déficitaire à -897,0 Mds contre -665,3 Mds en 2020. L'aggravation du déficit est imputable essentiellement aux dépenses effectuées au titre des autres services (-705,4 Mds contre -538,5 Mds) en rapport avec le développement des projets pétroliers et gaziers. A cet effet, les dépenses occasionnées ont entraîné une progression de la facture des services des travaux de construction (+54,8 Mds) et des services d'assurance et de retraite (+36,9 Mds), commandités par les compagnies pétrolières.

En revanche, l'excédent du compte des services de télécommunications et celui des biens et services des administrations publiques se sont inscrits en hausse respectivement de 19,0 Mds et 10,9 Mds.

Tableau 12 : Evolution des autres services (en millions de FCFA)

Rubriques	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Autres services	111 291,9	116 751,2	95 037,4	-13 156,3	-665 352,6	-896 951,6
Travaux de construction	9 473,7	17 058,7	22 397,7	20 215,6	-153 303,9	-208 063,9
Services d'assurance et de retraite	-62 052,9	-63 772,4	-65 626,0	-69 264,6	-61 792,0	-98 661,9
Services financiers	-703,1	-647,5	532,2	764,6	510,2	-3 388,2
Services des télécommunications	72 372,1	62 251,2	45 164,5	30 123,8	4 986,2	24 028,8
Autres services aux entreprises	22 736,5	22 449,6	8 792,7	-82 992,7	-538 498,4	-705 354,60
Biens et services des administrations non considérés ailleurs	69 465,6	79 411,6	83 776,3	87 997,0	83 635,3	94 488,2

Source : BCEAO

I.3. COMPTE DE REVENU PRIMAIRE

Le compte de revenu primaire enregistre les revenus tirés de la production, en particulier les rémunérations des salariés, les revenus d'investissement ainsi que les autres revenus primaires (loyers, impôts et subventions sur les produits et la production). Structurellement déficitaire, le solde du compte de revenu primaire s'est dégradé de 26,7 Mds et se situe à -367,6 Mds en 2021, sous l'effet notamment de l'augmentation du déficit des revenus des investissements (-29,6 Mds).

Tableau 13 : Evolution des soldes du compte de revenu primaire (en millions de FCFA)

Rubriques	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Rémunération des salariés	55 776,2	59 154,7	60 049,9	69 056,2	73 945,2	75 462,1
Revenus des investissements	-356 103,3	-405 235,0	-401 337,8	-460 922,9	-422 697,3	-452 290,1
<i>Dont intérêts sur la dette publique</i>	-139 870,0	-178 290,0	-210 340,0	-232 894,7	-251 827,8	-254 140,0
Autres revenus primaires	4 944,0	5 117,6	7 533,7	8 110,6	7 812,4	9 205,5
Revenu primaire net	-295 383,4	-340 962,7	-333 754,2	-383 756,1	-340 939,7	-367 622,5

Source : BCEAO

En ce qui concerne spécifiquement les revenus des investissements directs, son solde déficitaire s'est dégradé sous l'effet des charges nets d'intérêts sur la dette extérieure (-28,4 Mds), atténué toutefois par des paiements moindres de dividendes à l'endroit des actionnaires étrangers (+8,5 Mds). De même, les soldes des revenus des autres investissements et des investissements de portefeuille ont enregistré des hausses respectives de 9,2 Mds et de 7,7 Mds en 2021.

I.4- COMPTE DE REVENU SECONDAIRE

L'excédent du compte de revenu secondaire se situe à 1.571,4 Mds en 2021 contre 1.435,4 Mds en 2020, du fait de la nette reprise des envois de fonds des migrants (+297,3 Mds), dans un contexte de relance de l'économie mondiale. Les transferts courants au profit de l'Etat se sont, en revanche, repliés au cours de la période sous-revue (-179,5 Mds), après une progression exceptionnelle intervenue en 2020.

Tableau 14 : Evolution des revenus secondaires (en millions de FCFA)

Rubriques	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Transferts courants des Administrations Publiques	31 186,5	45 321,5	34 672,7	-11 827,2	167 958,3	-11 504,6
Transferts courants des autres secteurs	1 029 183,1	1 096 872,9	1 108 812,1	1 237 082,4	1 267 482,5	1 582 875,1
<i>dont envois de fonds des travailleurs migrants (net)</i>	887 650,9	950 910,4	959 624,6	1 086 838,9	1 123 212,5	1 420 528,1
Revenu secondaire net	1 060 369,6	1 142 194,4	1 143 484,8	1 225 255,2	1 435 440,8	1 571 370,5

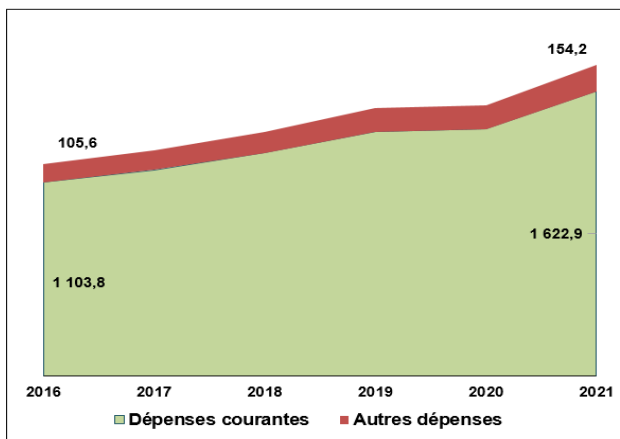
Source : BCEAO

L'analyse par motifs économiques des transferts des migrants fait ressortir la prépondérance des dépenses courantes orientées vers la consommation (91,3% des flux entrants). Les transferts reçus sont évalués à 1.622,9 Mds contre 1.408,5 Mds, soit une progression de 15,2%.

En référence à l'origine, le continent européen demeure la première zone d'émission des envois de fonds des migrants avec une part prépondérante de la France, l'Italie et l'Espagne qui concentrent plus de 60% du total des transferts émis.

La progression observée est en relation avec la reprise économique mondiale, les transferts des migrants ayant faiblement progressé en 2020 du fait de l'impact de la crise sanitaire sur la croissance économique mondiale.

Graphique 14 : Evolution des transferts (en Mds)



Source : BCEAO

II. COMPTE DE CAPITAL

Le compte de capital enregistre les transferts en capital ainsi que les acquisitions et cessions d'actifs non financiers, non produits. Le solde du compte de capital est ressorti à 122,3 Mds en 2021 contre 138,9 Mds en 2020, en retrait de 16,6 Mds, en lien avec les transferts à destination des administrations publiques. Les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits sont ressorties en dégradation par rapport à l'année précédente.

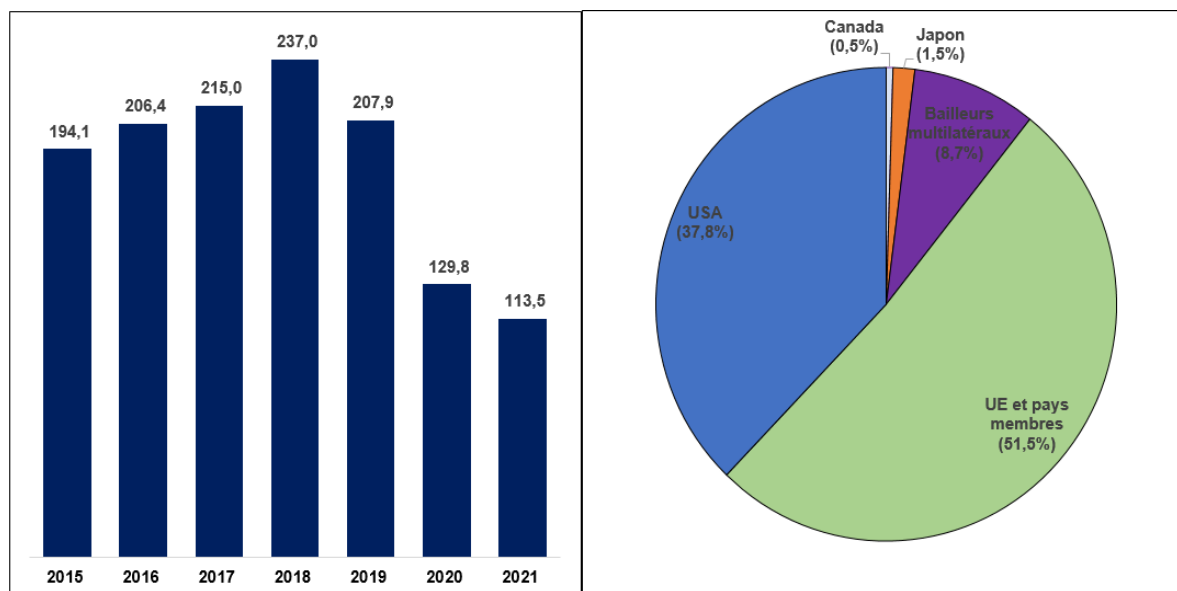
Tableau 15 : Evolution du compte de capital (en millions de FCFA)

Rubriques	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Acquisition/cession d'actifs non financiers non produits	-2 661,0	-2 135,2	-3 047,3	-3 122,9	-3 078,1	-4 021,9
Transferts en capital	217 490,2	225 776,4	247 767,8	219 675,8	141 972,3	126 324,0
Administration Publique	208 444,2	217 016,0	236 992,2	207 870,0	129 812,0	113 510,0
Autres secteurs	9 046,0	8 760,4	10 775,6	11 805,8	12 160,3	12 814,0
Solde du compte de capital	214 829,0	223 641,2	244 720,5	216 552,9	138 894,2	122 302,1

Source : BCEAO

L'année 2021 a été caractérisée par un repli de 16,3 Mds des transferts en capital au profit de l'Etat du Sénégal (dons projets), une tendance baissière étant enregistrée depuis l'année 2019. En effet, ils sont passés de 129,8 Mds en 2020 à 113,5 Mds en 2021 et ont été accordés principalement par l'Union Européenne et ses membres (58,5 Mds contre 46,6 Mds en 2020), les Etats-Unis (42,9 Mds contre 73,1 Mds en 2020) ainsi que les bailleurs multilatéraux (9,9 Mds contre 6,2 Mds).

**Graphique. 15 : Répartition et évolution des dons projets
(en milliards de FCFA, sauf indication contraire)**



Sources : BCEAO/DCF

Au total, le solde des transactions courantes et en capital cumulé (besoin de financement) est passé de 1.393,5 Mds en 2020 à 1.722,8 Mds en 2021. La progression du besoin de financement résulte de la dégradation du déficit courant (+20,4%) conjuguée à la baisse de l'excédent du compte de capital (-11,9%).

III- COMPTE FINANCIER

Le compte financier, présenté selon l'optique analytique de la BCEAO, retrace les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets de passifs vis-à-vis des non-résidents. Il décrit comment le besoin (la capacité) de financement de l'économie a été couvert (utilisée).

Le financement extérieur non monétaire mobilisé est ressorti en hausse de 43,6% pour s'établir à 1.860,9 Mds après 1.295,6 Mds en 2020. Les mobilisations ont été effectuées sous divers instruments, notamment les investissements directs étrangers (IDE, 1.406,5 Mds), les investissements de portefeuille (562,2 Mds) et les autres investissements. La bonne tenue du financement extérieur est liée au développement des projets pétroliers et gaziers, à la mobilisation de ressources sur le marché financier international par l'Etat du Sénégal et à la reprise de l'activité économique.

Comparé à l'année précédente, le besoin de financement s'est accru de 329,3 Mds pour s'établir à 1.722,8 Mds en 2021. Les IDE, les investissements de portefeuille et les autres investissements ont permis de couvrir en intégralité le déficit des opérations non financières.

S'agissant des IDE, la consolidation observée par rapport à l'année précédente est imputable à l'augmentation des IDE sous forme d'instruments de dette (1.199,3 Mds en 2021 contre 852,4 Mds en 2020) destinés au financement des projets d'hydrocarbures.

Tableau 16 : Evolution du compte financier (en millions de FCFA)

Rubriques	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Investissements directs	-147 290,5	-293 741,3	-441 598,4	-582 629,2	-1 005 248,6	-1 406 539,4
Investissements de portefeuille	76 509,6	-524 705,4	-858 865,6	-60 759,7	-298 821,9	-562 190,0
Autres investissements	-232 907,1	42 571,3	-207 646,9	-393 481,5	8 441,8	107 862,2
Solde du compte financier	-303 688,0	-775 875,4	-1 508 110,9	-1 036 870,4	-1 295 628,7	-1 860 867,2

Source : BCEAO

En ce qui concerne les investissements de portefeuille, leur accroissement en 2021 s'explique par les ressources mobilisées par l'Etat du Sénégal sur le marché financier international (287,2 Mds) et le dynamisme des émissions de titres de créances sur le marché financier de l'UMOA. Sur ce dernier point, il convient de souligner que les banques de l'Union ont majoritairement souscrit aux titres publics émis par l'Etat du Sénégal, en réaction à l'orientation accommodante de la politique monétaire de la BCEAO en vue de soutenir la reprise économique.

Encadré D : Présentation monétaire de la balance des paiements

La présentation monétaire permet de mettre en évidence le lien entre la balance des paiements et les statistiques monétaires et financières (balance des paiements optique BCEAO). La balance des paiements identifie les transactions des institutions de dépôts (Banque Centrale et Autres Institutions de Dépôts) qui sont égales aux actifs et passifs extérieurs des mêmes entités, tels que enregistrés dans les statistiques monétaires et financières (Actifs Extérieurs Nets).

Cette approche permet d'analyser les effets des transactions économiques et financières internationales des agents économiques, autres que les institutions de dépôts, sur les agrégats monétaires.

Les transactions financières des institutions de dépôts peuvent être exprimées comme suit :

$$\Delta AEN + \Delta CI + \Delta AT = \Delta M \quad (1)$$

Avec : **AEN** = opérations sur actifs et passifs extérieurs des institutions de dépôts ; **CI** = créances intérieures ; **M** = monnaie au sens large (passifs) et **AT** = autres transactions (nettes) vis-à-vis des résidents.

L'identification des opérations des institutions de dépôts dans la balance des paiements conduit à l'égalité suivante :

$$\Delta AEN = - ETN \quad (2)$$

Avec : **ETN** = transactions non financières de la balance des paiements et transactions sur actifs et passifs extérieurs des secteurs autre que celui des institutions de dépôts.

En combinant les équations (1) et (2), le lien entre les évolutions de la masse monétaire au sens large et les transactions de la balance des paiements des secteurs, autre que celui des institutions de dépôts, peut être exprimé comme suit :

$$\Delta M = - ETN + \Delta CI + \Delta AT \quad (3)$$

En pratique, en utilisant les données de la balance des paiements au titre de l'année 2021, on peut calculer les éléments de l'égalité (2).

ΔAEN (+144,5 Mds) :

Variation des AEN de la BC (+178,6 Mds)
+ Variation des AEN des AID (-36,4 Mds).
+ Réévaluation (+2,3 Mds)

- ETN (-144,5 Mds) :

= - Solde du compte courant (-1.845,1 Mds)
- Solde du compte de capital (+122,3 Mds)
+ Solde du compte financier (-1.860,9 Mds)
- Erreur et omissions nettes (+6,4 Mds)

Bibliographie :

Louis Bê Duc, Frank Mayerlen and Pierre Sola, The Monetary Presentation of the Euro Area Balance of Payments, European Central Bank Occasional Paper No. 96 (September 2008).

Balance of payments and international investment position manual, Washington, D.C. : IMF, 2009.

Enfin, la rubrique “autres investissements” a enregistré une constitution d’actifs de 107,9 Mds au cours de la période sous-revue, sous l’effet d’une augmentation des acquisitions nettes d’actifs de 595,5 Mds, légèrement compensée par un accroissement net de passifs de 487,6 Mds. Cette situation est liée au gonflement des créances commerciales de 198,2 Mds, tandis que la dette commerciale du secteur privé et les autres comptes à recevoir se situent respectivement à 31,3 Mds et 144,4 Mds en 2021. Les opérations au titre des numéraires et dépôts se sont inscrites en hausse de 190,3 Mds comparativement à l’année précédente.

IV. CAPITAUX MONETAIRES

IV.1- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts (AID)

A fin décembre 2021, les actifs extérieurs nets des autres institutions de dépôts se sont établies à 674,5 Mds, en retrait de 36,4 Mds comparativement à l'année précédente. Cette évolution est imputable à une consolidation de 223,1 Mds des créances sur les non-résidents des AID compensée toutefois par l'augmentation de leurs engagements extérieurs de 259,4 Mds.

S'agissant des créances sur les non-résidents, leur progression est expliquée principalement par l'évolution du poste "titres autres qu'actions" (+224,4 Mds) et, dans une moindre mesure, aux dépôts des banques sénégalaises effectués dans les livres de leurs correspondants étrangers (+20,8 Mds).

L'augmentation des engagements extérieurs est, quant à elle, expliquée par l'évolution des dépôts des non-résidents (+248,3 Mds) dans les livres des établissements de crédit.

Tableau 17 : Evolution du stock des avoirs et des engagements des autres institutions de dépôts (en Mds FCFA)

Rubriques	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Créances sur les non-résidents	1 214,0	1 241,1	1 451,7	1 245,2	1 446,9	1 670,0
Engagements extérieurs	780,9	733,4	799,0	743,7	736,1	995,5
Actifs Extérieurs Nets	433,1	507,7	652,7	501,5	710,9	674,5

Source : BCEAO

IV.2- Avoirs et engagements de la Banque Centrale

Les actifs extérieurs nets de la Banque Centrale se situent à 1.348,0 Mds en 2021, en hausse de 178,6 Mds comparativement à l'année précédente (compte non tenu des flux non transactionnels). Cette variation est expliquée par la hausse des créances sur les non-résidents légèrement atténuée par la progression des engagements extérieurs de la Banque Centrale.

Évalué suivant l'optique des actifs extérieurs nets du système monétaire, le solde global de la balance des paiements ressort en excédent de 142,2 Mds, contre un déficit de 92,3 Mds un an plus tôt, à la faveur d'une amélioration de la position extérieure de la BCEAO (+178,6 Mds). Les actifs extérieurs nets des autres institutions de dépôts s'étant détériorés (-36,4 Mds) au cours de la période sous-revue.

Tableau 18 : Evolution du stock des avoirs et engagements de la Banque Centrale (en Mds FCFA)

Rubriques	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Avoirs	973,1	1 034,4	1 417,0	1 736,6	1 673,0	2 459,3
Avoirs officiels de réserve	78,7	35,3	43,0	37,62	260,0	669,4
Autres actifs extérieurs	894,4	999,1	1 374,0	1 698,9	1 413,0	1 789,9
Engagements	235,1	245,4	245,8	265,3	503,6	1 113,3
Engagements extérieurs à court terme	56,8	34,0	15,4	2,6	251,3	367,7
Autres engagements extérieurs	178,3	211,4	230,4	262,76	252,3	743,6
Actifs Extérieurs Nets	738,0	789,0	1 171,1	1 471,3	1 169,4	1 348,0

Source : BCEAO

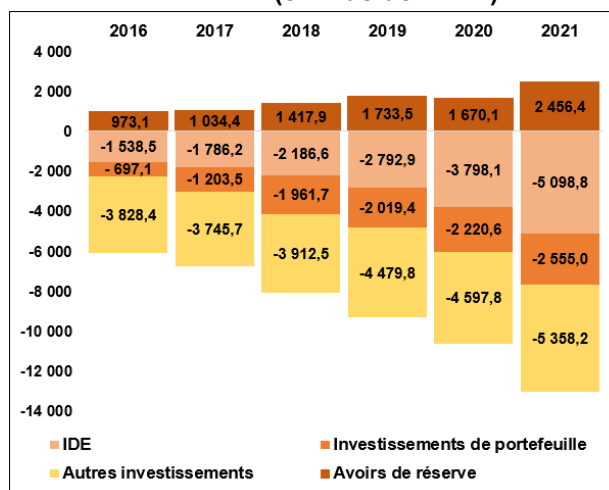
V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)

La Position Extérieure Globale (PEG) retrace, à une date d'arrêt, la valeur des avoirs de l'économie sur le reste du monde et celle des passifs financiers de l'économie à l'égard des entités non résidentes. Pour sa part, la Position Extérieure Globale Nette (PEGN), différence entre les actifs et les passifs financiers extérieurs, nette des autres flux, indique la position du pays (créditrice ou débitrice nette) vis-à-vis du reste du monde.

La PEGN est ressortie débitrice à 10.555,6 Mds contre 8.946,5 Mds, un an plus tôt, soit une dégradation de 1.609,1 Mds, reflétant le financement du solde des opérations non financières. Cette variation traduit une augmentation plus importante des engagements (+3.242,7 Mds) que des avoirs (+1.633,5 Mds).

L'accroissement des engagements est lié aux capitaux mobilisés au titre des IDE (+1.315,5 Mds), des investissements de portefeuille (+576,3 Mds) et des autres

**Graphique 16 : Evolution de la PEGN
(en Mds de FCFA)**



Source : BCEAO

investissements (+1.351,0 Mds). L'évolution des avoirs s'explique par l'accroissement simultané des investissements directs (+14,8 Mds), des investissements de portefeuille (+241,9 Mds), des autres investissements (+590,6 Mds) et des avoirs de réserve (+786,3 Mds).

Au total, la dégradation de la PEG reflète, pour l'essentiel, l'augmentation des engagements nets au titre des investissements directs (+1.406,5 Mds), des investissements de portefeuille (+334,4 Mds) et des autres investissements (+743,4 Mds). Ces évolutions ont été légèrement atténuées par la hausse des avoirs de réserve (+768,0 Mds).

=====

CONCLUSION

Les campagnes de vaccination contre le coronavirus, la réouverture progressive des frontières et les plans de relance mis en œuvre dans les différents pays à travers le monde ont permis de porter le taux de croissance du Produit Mondial Brut à 6,0% en 2021, en amélioration de 9,0 points comparativement à l'année précédente.

La reprise de l'activité économique mondiale a toutefois provoqué une augmentation de la demande qui a conduit, sur le dernier trimestre de l'année, à un relèvement des prix internationaux des principales matières premières.

Dans ce contexte, les banques centrales de la plupart des pays développés et émergents ont opté pour un resserrement graduel de leurs politiques monétaires, afin de contenir la poussée inflationniste naissante. Du côté des pays en développement, le soutien à la reprise économique a été le crédo de la majorité des banques centrales.

A l'instar du reste du monde, le Sénégal a retrouvé son rythme de croissance pré-Covid. L'année 2021 a ainsi été marquée par un dynamisme économique appréciable (+6,0% contre +1,3% en 2020), en dépit de l'aggravation du déficit du compte courant (-12,0% du PIB) et de la légère atténuation du déficit budgétaire (-6,3% du PIB).

Le regain de la demande extérieure et le redémarrage de l'appareil productif ont contribué à l'accélération des exportations sénégalaises (+26,3%), en dépit de la détérioration du compte des biens. En effet, ce dernier a pâti de l'alourdissement des factures pétrolière et alimentaire qui ont conduit au relèvement de 17,1% des importations de marchandises au cours de la période sous-revue. Il importe également de noter que durant ces deux dernières années, la structure du compte courant, notamment le compte des services, a été sensiblement modifiée par les importations de services dans le cadre du développement des projets d'hydrocarbures.

Sous ces considérations, la question de la viabilité du compte courant et la dépendance de notre économie vis-à-vis du reste du monde demeurent des enjeux majeurs de politique économique.

Les actions visant le renforcement de l'offre d'exportation et la consolidation des débouchés sous régionaux, principales destinations des exportations sénégalaises, devraient ainsi être poursuivies en vue de réduire progressivement le déficit de la balance commerciale et, in fine, la position débitrice du Sénégal vis-à-vis des entités non-résidentes. Cette dernière représente 68,9% du PIB en 2021, en progression de 5,5 points en variation annuelle.

En perspective, l'entrée du Sénégal parmi les pays producteurs et exportateurs de pétrole et de gaz devrait contribuer à une réduction significative du déficit du compte courant à moyen terme. Les ressources financières dont le pays bénéficiera pourraient être investies pour favoriser l'essor des secteurs productifs et créateurs d'emplois.

ANNEXES

Balance des Paiements

Fréquence : Annuelle

Année : 2021

Code SDMX	Libellé poste	2020			2021			
		Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde	
1	100000_1_B_N_N_E	. Compte des transactions courantes	5 022 541,9	6 554 955,1	-1 532 413,2	5 906 495,4	7 751 574,4	-1 845 079,0
1.A	011000_1_B_N_N_E	... Biens et services	2 914 051,3	5 540 965,6	-2 626 914,3	3 759 465,4	6 808 292,3	-3 048 826,9
1.A.a	110000_1_B_N_N_E	..... Biens	2 410 850,0	4 020 544,1	-1 609 694,1	3 044 686,8	4 707 159,2	-1 662 472,4
1.A.a.1	111000_1_B_N_N_E	..... Marchandises générales, base balance des paiements	1 934 480,5	4 020 309,9	-2 085 829,4	2 436 955,2	4 707 159,2	-2 270 204,0
1.A.a.1.1	11100z_1_B_N_N_E	..... Dont : Réexportations	23 705,8	0,0	23 705,8	28 154,3	0,0	28 154,3
1.A.a.2	112000_1_B_N_N_E	..... Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	3 214,3	0,0	3 214,3	3 521,3	0,0	3 521,3
1.A.a.2.1	112100_1_B_N_N_E	..... Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.a.2.2	112200_1_B_N_N_E	..... Biens vendus dans le cadre du négoce international	3 214,3	0,0	3 214,3	3 521,3	0,0	3 521,3
1.A.a.3	113000_1_B_N_N_E	..... Or non monétaire	473 155,2	234,2	472 921,0	604 210,3	0,0	604 210,3
1.A.b	120000_1_B_N_N_E	..... Services	503 201,3	1 520 421,5	-1 017 220,2	714 778,6	2 101 133,1	-1 386 354,5
1.A.b.1	121000_1_B_N_N_E	..... Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	1 299,4	925,0	374,4	1 354,1	945,1	409,0
1.A.b.1.1	121100_1_B_N_N_E	..... Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR.), Biens reçus pour transformation (DR.)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.1.2	121200_1_B_N_N_E	..... Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR.), Biens reçus après transformation (DR.)	1 299,4	925,0	374,4	1 354,1	945,1	409,0
1.A.b.2	122000_1_B_N_N_E	..... Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	9 274,5	8 756,7	517,8	1 085,4	9 024,5	-7 939,1
1.A.b.3	123000_1_B_N_N_E	..... Transport	68 068,4	461 714,6	-393 646,2	105 533,6	715 851,5	-610 317,9
1.A.b.3.0	123100_1_B_N_N_E	..... Pour tous les modes de transports	67 673,8	461 485,1	-393 811,3	105 171,3	715 364,9	-610 193,6
1.A.b.3.0.1	123100_1_B_N_N_E	..... Voyageurs	7 415,5	8 656,8	-1 241,3	31 159,3	66 935,9	-35 776,6
1.A.3.0.1.1	123110_1_B_N_N_E	..... Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	430,5	0,0	430,5	732,8	0,0	732,8
1.A.b.3.0.2	12311z_1_B_N_N_E	..... Fret	40 794,5	444 240,8	-403 446,3	49 922,9	640 098,0	-590 175,1
1.A.b.3.0.3	123120_1_B_N_N_E	..... Autres	19 463,8	8 587,5	10 876,3	24 089,1	8 331,0	15 758,1
1.A.b.3.1	123130_1_B_N_N_E	..... Transports maritimes	9 560,7	432 028,8	-422 468,1	14 354,5	621 315,9	-606 961,4
1.A.b.3.1.1	123200_1_B_N_N_E	..... Voyageurs	203,5	0,0	203,5	1 373,7	0,0	1 373,7
1.A.b.3.1.1.1	123210_1_B_N_N_E	..... Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.1.2	12321z_1_B_N_N_E	..... Fret	1 312,2	432 028,8	-430 716,6	1 657,2	621 315,9	-619 658,7
1.A.b.3.1.3	123220_1_B_N_N_E	..... Autres	8 045,0	0,0	8 045,0	11 323,6	0,0	11 323,6
1.A.b.3.2	123230_1_B_N_N_E	..... Transports aériens	15 719,5	19 087,1	-3 367,6	28 738,7	66 381,1	-37 642,4
1.A.b.3.2.1	123300_1_B_N_N_E	..... Voyageurs	5 721,3	7 428,5	-1 707,2	22 982,6	53 060,8	-30 078,2
1.A.b.3.2.1.1	123310_1_B_N_N_E	..... Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.2.2	12331z_1_B_N_N_E	..... Fret	780,4	4 180,5	-3 400,1	2 534,6	10 257,4	-7 722,8
1.A.b.3.2.3	123320_1_B_N_N_E	..... Autres	9 217,8	7 478,1	1 739,7	3 221,5	3 062,9	158,6
1.A.b.3.3	123330_1_B_N_N_E	..... Autres modes de transport	42 393,6	10 369,2	32 024,4	62 078,1	27 667,9	34 410,2
1.A.b.3.3.1	123400_1_B_N_N_E	..... Voyageurs	1 490,7	1 228,3	262,4	6 803,0	13 875,1	-7 072,1
1.A.b.3.3.1.1	123410_1_B_N_N_E	..... Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	430,5	0,0	430,5	732,8	0,0	732,8
1.A.b.3.3.2	12341z_1_B_N_N_E	..... Fret	38 701,9	8 031,5	30 670,4	45 731,1	8 524,7	37 206,4
1.A.b.3.3.3	123420_1_B_N_N_E	..... Autres	2 201,0	1 109,4	1 091,6	9 544,0	5 288,1	4 275,9
1.A.b.3.4	123430_1_B_N_N_E	..... Services postaux et services de messagerie	394,6	229,5	165,1	362,3	486,6	-124,3
1.A.b.4	124000_1_B_N_N_E	..... Voyages	70 671,0	28 892,4	41 778,6	199 441,3	78 526,3	120 915,0
1.A.b.4.1	124100_1_B_N_N_E	..... À titre professionnel	17 170,5	3 840,2	13 330,3	40 910,8	32 694,5	8 216,3
1.A.b.4.1.1	124110_1_B_N_N_E	..... Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.1.2	124120_1_B_N_N_E	..... Autres	17 170,5	3 840,2	13 330,3	40 910,8	32 694,5	8 216,3
1.A.b.4.2	124200_1_B_N_N_E	..... À titre personnel	53 500,5	25 052,2	28 448,3	158 530,5	45 831,8	112 698,7
1.A.b.4.2.1	124210_1_B_N_N_E	..... Santé	1 127,3	1 025,3	102,0	4 722,0	5 138,5	-416,5
1.A.b.4.2.2	124220_1_B_N_N_E	..... Éducation	27 226,8	21 889,4	5 337,4	30 583,5	27 784,7	2 798,8
1.A.b.4.2.3	124230_1_B_N_N_E	..... Autres	25 146,4	2 137,5	23 008,9	123 225,0	12 908,6	110 316,4
1.A.b.4.0	124000_1_B_N_N_E	..... Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.1	124011_1_B_N_N_E	..... Biens	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.2	124021_1_B_N_N_E	..... Services de transports locaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.3	124031_1_B_N_N_E	..... Services d'hébergement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.4	124041_1_B_N_N_E	..... Services de restauration	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.5	124051_1_B_N_N_E	..... Autres services	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.5.1	124z51_1_B_N_N_E	..... Services de santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.5.2	124y51_1_B_N_N_E	..... Services d'éducation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.5	125000_1_B_N_N_E	..... Travaux de construction	34 183,3	187 487,2	-153 303,9	36 347,2	244 411,1	-208 063,9
1.A.b.5.1	125100_1_B_N_N_E	..... Travaux de construction réalisés à l'étranger	18 569,8	0,0	18 569,8	21 366,3	0,0	21 366,3
1.A.b.5.2	125200_1_B_N_N_E	..... Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	15 613,5	187 487,2	-171 873,7	14 980,9	244 411,1	-229 430,2

Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acq. nettes d'actifs	2020			2021		
			Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde	
1.A.b.6	126000_1_B_N_N_E	Services d'assurance et de retraite	8 161,4	69 953,4	-61 792,0	12 208,6	110 870,5	-98 661,9
1.A.b.6.1	126100_1_B_N_N_E	Assurance directe	4 034,5	65 695,7	-61 661,2	6 152,2	101 757,5	-95 605,3
1.A.b.6.2	126200_1_B_N_N_E	Réassurance	2 764,5	2 764,2	0,3	4 023,2	3 382,3	640,9
1.A.b.6.3	126300_1_B_N_N_E	Services auxiliaires d'assurance	671,2	1 095,2	-424,0	1 054,0	5 265,5	-4 211,5
1.A.b.6.4	126400_1_B_N_N_E	Services de retraite et de garantie standardisée	691,2	398,3	292,9	979,2	465,2	514,0
1.A.b.7	127000_1_B_N_N_E	Services financiers	9 949,3	9 439,1	510,2	13 318,6	16 706,8	-3 388,2
1.A.b.7.1	127100_1_B_N_N_E	Services financiers explicitement facturés et autres	9 949,3	9 439,1	510,2	13 318,6	16 706,8	-3 388,2
1.A.b.7.2	127200_1_B_N_N_E	Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.8	128000_1_B_N_N_E	Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	3 300,7	5 083,0	-1 782,3	3 475,7	5 718,4	-2 242,7
1.A.b.9	129000_1_B_N_N_E	Services de télécommunications, d'informatique et d'information	66 100,5	61 114,3	4 986,2	88 614,5	64 585,7	24 028,8
1.A.b.9.1	129100_1_B_N_N_E	Services de télécommunications	50 714,8	38 317,0	12 397,8	74 391,0	39 177,4	35 213,6
1.A.b.9.2	129200_1_B_N_N_E	Services d'informatique	7 029,1	12 263,5	-5 234,4	6 191,8	13 832,5	-7 640,7
1.A.b.9.3	129300_1_B_N_N_E	Services d'information	8 356,6	10 533,8	-2 177,2	8 031,7	11 575,8	-3 544,1
1.A.b.10	12A000_1_B_N_N_E	Autres services aux entreprises	114 708,0	649 177,9	-534 469,9	118 489,2	810 131,6	-691 642,4
1.A.b.10.1	12A100_1_B_N_N_E	Services de recherche-développement	1 027,0	52 690,4	-551 663,4	858,8	58 675,3	-57 816,5
1.A.b.10.2	12A200_1_B_N_N_E	Services spécialisés et services de conseil en gestion	96 703,2	66 938,5	29 764,7	106 787,4	55 808,3	50 979,1
1.A.b.10.3	12A300_1_B_N_N_E	Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	16 977,8	529 549,0	-12 571,2	10 843,0	695 648,0	-684 805,0
1.A.b.11	12B000_1_B_N_N_E	Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	4 056,2	8 084,6	-4 028,4	4 064,9	8 004,2	-3 939,3
1.A.b.11.1	12B100_1_B_N_N_E	Services audio-visuels et connexes	3 985,8	8 084,6	-4 098,8	3 936,6	8 004,2	-4 067,6
1.A.b.11.2	12B200_1_B_N_N_E	Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	70,4	0,0	70,4	128,3	0,0	128,3
1.A.b.12	12C000_1_B_N_N_E	Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	113 428,6	29 793,3	83 635,3	130 845,5	36 357,3	94 488,2
1.A.b.0.1	12D000_1_B_N_N_E	Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B	130000_1_B_N_AL_E	Revenu primaire	285 027,0	625 966,7	-340 939,7	267 158,1	634 780,6	-367 622,5
1.B.1	131000_1_B_N_AL_E	Rémunération des salariés	92 260,4	18 315,2	73 945,2	94 290,1	18 828,0	75 462,1
1.B.2	300000_3_B_N_AL_E	Revenus des investissements	184 744,8	607 442,1	-422 697,3	163 355,3	615 645,4	-452 290,1
1.B.2.1	310000_3_B_N_AL_E	Investissements directs	112 114,0	308 653,7	-196 539,7	100 720,6	309 944,3	-209 223,7
1.B.2.1.1	310000_3E_B_N_AL_E	Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	102 811,0	249 627,0	-146 816,0	91 414,6	222 551,0	-131 136,4
1.B.2.1.1.1	310000_3D_B_N_AL_E	Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	96 033,6	196 056,6	-100 023,0	89 804,6	181 296,7	-91 492,1
1.B.2.1.1.1.1	311110_3D_B_N_AL_E	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	85 298,7	183 246,5	-97 947,8	80 280,0	169 712,3	-89 432,3
1.B.2.1.1.1.2	311120_3D_B_N_AL_E	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	545,2	3 414,1	-2 868,9	509,0	3 094,7	-2 585,7
1.B.2.1.1.1.3	311130_3D_B_N_AL_E	Entre entreprises soeurs	10 189,7	9 396,0	793,7	9 015,6	8 489,7	525,9
1.B.2.1.1.1.3.1	311131_3D_B_N_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.1.3.2	311132_3D_B_N_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.1.3.3	311133_3D_B_N_AL_E	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.2	310000_3R_B_N_AL_E	Bénéfices réinvestis	6 777,4	53 570,4	-46 793,0	1 610,0	41 254,3	-39 644,3
1.B.2.1.1.2.1	310000_3T_B_N_AL_E	Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.2.1.1	31100z_3_B_N_AL_E	Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2	310000_3I_B_N_AL_E	Intérêts	9 303,0	59 026,7	-49 723,7	9 306,0	87 393,3	-78 087,3
1.B.2.1.2.1	312100_3I_B_N_AL_E	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	8 189,3	55 880,7	-47 691,4	8 394,0	85 106,3	-76 712,3
1.B.2.1.2.2	312200_3I_B_N_AL_E	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0,0	35,2	-35,2	0,0	1 575,0	-1 575,0
1.B.2.1.2.3	312300_3I_B_N_AL_E	Entre entreprises soeurs	1 113,7	3 110,8	-1 997,1	912,0	712,0	200,0
1.B.2.1.2.3.1	312310_3I_B_N_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acq. nettes d'actifs	2020			2021		
			Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde	
2	200000_2_B_AL_AL_E	. Compte de capital	143 986,3	5 092,1	138 894,2	128 539,3	6 237,2	122 302,1
2.1	210000_2_B_AL_AL_E	.-.- Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	0,0	3 078,1	-3 078,1	0,0	4 021,9	-4 021,9
2.2	220000_2_B_AL_AL_E	.-.- Transferts de capital	143 986,3	2 014,0	141 972,3	128 539,3	2 215,3	126 324,0
2.2.1	220000_2_B_GG_AL_E	.-.-.- Administration publique	129 812,0	0,0	129 812,0	113 510,0	0,0	113 510,0
2.2.1.1	221000_2_B_GG_AL_E	.-.-.-.- Remises de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.2.1.2	222000_2_B_GG_AL_E	.-.-.-.- Autres transferts de capital	129 812,0	0,0	129 812,0	113 510,0	0,0	113 510,0
2.2.1.2.1	22200z_2_B_GG_AL_E	.-.-.-.-.- dont : impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.2.2	220000_2_B_OS_AL_E	.-.-.- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	14 174,3	2 014,0	12 160,3	15 029,3	2 215,3	12 814,0
2.2.2.1	221000_2_B_OS_AL_E	.-.-.-.- Remises de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.2.2.2	222000_2_B_OS_AL_E	.-.-.-.- Autres transferts de capital	14 174,3	2 014,0	12 160,3	15 029,3	2 215,3	12 814,0
2.2.2.2.1	22200z_2_B_OS_AL_E	.-.-.-.-.- dont : impôts en capital (Crédit)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.2.2.0.1	22000z_2_B_OS_AL_E	.-.-.-.-.-.- dont : entre ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4	019000_B_B_AL_AL_E	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	5 166 528,2	6 560 047,2	-1 393 519,0	6 035 034,7	7 757 811,6	-1 722 776,9
3	300000_4_N_AL_AL_E	. Compte financier	703 936,7	2 091 026,6	-1 387 089,9	1 629 732,2	3 346 075,0	-1 716 342,8
5	300000_4_N_AL_AL_E	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	703 936,7	2 091 026,6	-1 387 089,9	1 629 732,2	3 346 075,0	-1 716 342,8
3.1	310000_4_N_AL_AL_E	.-.- Investissement direct	57 090,5	1 062 339,1	-1 005 248,6	28 656,2	1 435 195,6	-1 406 539,4
3.1.1	311000_4_N_AL_AL_E	.-.-.- Titres de participation et parts de fonds de placement	30 505,6	183 357,8	-152 852,2	20 220,2	227 419,0	-207 198,8
3.1.1.1	311100_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.- Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéficiaires	23 728,2	129 787,4	-106 059,2	18 610,2	186 164,7	-167 554,5
3.1.1.1.1	311110_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	17 851,3	127 123,3	-109 272,0	14 749,2	184 049,7	-169 300,5
3.1.1.1.2	311120_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	3 125,3	715,6	2 409,7	1 162,0	705,0	457,0
3.1.1.1.3	311130_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.- Entre entreprises soeurs	2 751,6	1 948,5	803,1	2 699,0	1 410,0	1 289,0
3.1.1.1.3.1	311131_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.-.- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.1.1.3.2	311132_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.-.- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.1.1.3.3	311133_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.-.- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.1.2	311000_4R_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.- Réinvestissement des bénéficiaires	6 777,4	53 570,4	-46 793,0	1 610,0	41 254,3	-39 644,3
3.1.1.0.1	31100z_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.- Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.1.0.1.1	3110zz_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.-.- Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.2	312000_4_N_AL_AL_E	.-.-.- Instruments de dette	26 584,9	878 981,3	-852 396,4	8 436,0	1 207 776,6	-1 199 340,6
3.1.2.1	312100_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	18 215,3	842 315,0	-824 099,7	5 664,0	1 198 063,6	-1 192 399,6
3.1.2.2	312200_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	4 524,3	29 152,3	-24 628,0	1 814,0	8 501,0	-6 687,0
3.1.2.3	312300_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.- Entre entreprises soeurs	3 845,3	7 514,0	-3 668,7	958,0	1 212,0	-254,0
3.1.2.3.1	312310_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.-.- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.2.3.2	312320_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.-.- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.2.3.3	312330_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.-.- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0	31200z_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.- Titres de créance :	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.1	31201z_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.2	31202z_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.-.- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3	31203z_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.-.- Entre entreprises soeurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.1	31213z_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.-.-.- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.2	31223z_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.-.-.- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.3	31233z_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.-.-.- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2	320000_4_N_AL_AL_E	.-.- Investissements de portefeuille	112 348,0	313 607,8	-201 259,8	241 893,6	576 264,6	-334 371,0
3.2.1	321000_4_N_AL_AL_E	.-.-.- Titres de participation et parts de fonds de placement	2 875,0	9 704,5	-6 829,5	5 261,0	9 682,6	-4 421,6
3.2.1.1	321000_4_N_CB_AL_E	.-.-.-.- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.1.3	321000_4_N_GG_AL_E	.-.-.-.- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.1.2	321000_4_N_DT_AL_E	.-.-.-.- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	844,3	392,1	452,2	3 392,0	0,0	3 392,0
3.2.1.4	321000_4_N_OS_AL_E	.-.-.-.- Autres secteurs	2 030,7	9 312,4	-7 281,7	1 869,0	9 682,6	-7 813,6
3.2.1.4.1	321000_4_N_FC_AL_E	.-.-.-.-.- Autres sociétés financières	315,3	0,0	315,3	472,7	571,5	-98,8
3.2.1.4.2	321000_4_N_NC_AL_E	.-.-.-.-.-.- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 715,4	9 312,4	-7 597,0	1 396,3	9 111,1	-7 714,8
3.2.1.0.1	321100_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.- Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.1.1	321110_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.-.- Cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.1.2	321120_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.-.- Non cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2	321200_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.-.-.- Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	Libellé poste	2020			2021		
		Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde
3.2.1.0.2.1	321200_4R_N_AL_AL_E						
	..... Réinvestissement des bénéfices	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2.2	32120z_4_N_AL_AL_E						
	..... Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.2	322000_4_N_AL_AL_E	109 473,0	303 903,3	-194 430,3	236 632,6	566 582,0	-329 949,4
3.2.2.1	322000_4_N_CB_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.1	322000_4_N_CB_ST_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.2	322000_4_N_CB_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.9	322000_4_N_MA_AL_E						
	..... Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.1.1.9.1	322000_4_N_MA_ST_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.1.1.9.2	322000_4_N_MA_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.2.2	322000_4_N_DT_AL_E						
	..... Établissements de dépôts autres que la banque centrale	100 755,1	3 645,2	97 109,9	224 427,0	0,0	224 427,0
3.2.2.2.1	322000_4_N_DT_ST_E	-63 754,0	-14 507,0	-49 247,0	0,0	0,0	0,0
3.2.2.2.2	322000_4_N_DT_LT_E	164 509,1	18 152,2	146 356,9	224 427,0	0,0	224 427,0
3.2.2.3	322000_4_N_GG_AL_E	0,0	221 271,8	-221 271,8	0,0	565 890,0	-565 890,0
3.2.2.3.1	322000_4_N_GG_ST_E	0,0	9 414,1	-9 414,1	0,0	61 300,0	-61 300,0
3.2.2.3.2	322000_4_N_GG_LT_E	0,0	211 857,7	-211 857,7	0,0	504 590,0	-504 590,0
3.2.2.4	322000_4_N_OS_AL_E	8 717,9	78 986,3	-70 268,4	12 205,6	692,0	11 513,6
3.2.2.4.0.1	322000_4_N_OS_ST_E	1 757,6	516,4	1 241,2	5 845,7	395,5	5 450,2
3.2.2.4.0.2	322000_4_N_OS_LT_E	6 960,3	78 469,9	-71 509,6	6 359,9	296,5	6 063,4
3.2.2.4.1	322000_4_N_FC_AL_E	6 226,8	829,0	5 397,8	6 796,5	692,0	6 104,5
3.2.2.4.1.1	322000_4_N_FC_ST_E	512,3	516,4	-4,1	436,6	395,5	41,1
3.2.2.4.1.2	322000_4_N_FC_LT_E	5 714,5	312,6	5 401,9	6 359,9	296,5	6 063,4
3.2.2.4.2	322000_4_N_NC_AL_E	2 491,1	78 157,3	-75 666,2	5 409,1	0,0	5 409,1
3.2.2.4.2.1	322000_4_N_NC_ST_E	1 245,3	0,0	1 245,3	5 409,1	0,0	5 409,1
3.2.2.4.2.2	322000_4_N_NC_LT_E	1 245,8	78 157,3	-76 911,5	0,0	0,0	0,0
3.3	330000_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	... Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés						
3.3.1	330000_4_N_CB_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.1.9	330000_4_N_MA_AL_E						
	..... Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.2	330000_4_N_DT_AL_E						
	..... Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.3	330000_4_N_GG_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.4	330000_4_N_OS_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.4.1	330000_4_N_FC_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.4.2	330000_4_N_NC_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1	331000_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1.1	331100_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1.2	331200_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.0.2	332000_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	..... Options sur titres des employés						
3.4	340000_4_N_AL_AL_E	594 967,4	715 079,7	-120 112,3	591 169,4	1 334 614,8	-743 445,4
	... Autres investissements						
3.4.1	341000_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	..... Autres titres de participation						
3.4.2	342000_4_N_AL_AL_E	87 618,5	-12 343,6	99 962,1	207 873,6	248 675,6	-40 802,0
	..... Monnaie fiduciaire et dépôts						
3.4.2.1	342000_4_N_CB_AL_E	0,0	-653,3	653,3	0,0	355,6	-355,6
3.4.2.1.1	342000_4_N_CB_ST_E	0,0	-653,3	653,3	0,0	355,6	-355,6
3.4.2.1.2	342000_4_N_CB_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9	342000_4_N_MA_AL_E						
	..... Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9.1	342000_4_N_MA_ST_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9.2	342000_4_N_MA_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.2.2	342000_4_N_DT_AL_E	64 710,6	-11 690,3	76 400,9	17 607,0	248 320,0	-230 713,0
	..... Établissements de dépôts autres que la banque centrale						
3.4.2.2.0.1	34200z_4_N_DT_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	..... Dont: positions interbancaires						
3.4.2.2.1	342000_4_N_DT_ST_E	64 710,6	-11 690,3	76 400,9	17 607,0	232 313,0	-214 706,0
3.4.2.2.2	342000_4_N_DT_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	16 007,0	-16 007,0
3.4.2.3	342000_4_N_GG_AL_E	1 235,3	0,0	1 235,3	1 524,3	0,0	1 524,3
3.4.2.3.1	342000_4_N_GG_ST_E	1 235,3	0,0	1 235,3	1 524,3	0,0	1 524,3
3.4.2.3.2	342000_4_N_GG_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.2.4	342000_4_N_OS_AL_E	21 672,6	0,0	21 672,6	188 742,3	0,0	188 742,3
3.4.2.4.0.1	342000_4_N_OS_ST_E	16 459,1	0,0	16 459,1	183 528,8	0,0	183 528,8
3.4.2.4.0.2	342000_4_N_OS_LT_E	5 213,5	0,0	5 213,5	5 213,5	0,0	5 213,5
3.4.2.4.1	342000_4_N_FC_AL_E	1 245,6	0,0	1 245,6	1 325,3	0,0	1 325,3
3.4.2.4.1.1	342000_4_N_FC_ST_E	1 245,6	0,0	1 245,6	1 325,3	0,0	1 325,3
3.4.2.4.1.2	342000_4_N_FC_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.2.4.2	342000_4_N_NC_AL_E	20 427,0	0,0	20 427,0	187 417,0	0,0	187 417,0
	..... Sociétés non financières, ménages et ISBLSM						
3.4.2.4.2.1	342000_4_N_NC_ST_E	15 213,5	0,0	15 213,5	182 203,5	0,0	182 203,5
3.4.2.4.2.2	342000_4_N_NC_LT_E	5 213,5	0,0	5 213,5	5 213,5	0,0	5 213,5
3.4.3	343000_4_N_AL_AL_E	71 870,5	1 034 054,1	-962 183,6	39 187,8	604 785,0	-565 597,2
	... Prêts						
3.4.3.1	343000_4_N_CB_AL_E	0,0	248 668,8	-248 668,8	0,0	112 629,0	-112 629,0
	..... Banque centrale						
3.4.3.1.1	34300z_4_N_CB_AL_E	0,0	248 668,8	-248 668,8	0,0	112 629,0	-112 629,0
	..... Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)						
3.4.3.1.2	343000_4_N_CB_ST_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.3	343000_4_N_CB_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9	343000_4_N_MA_AL_E						
	..... Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.1	34300z_4_N_MA_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	..... Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)						
3.4.3.1.9.2	343000_4_N_MA_ST_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	..... Autres prêts à court terme						
3.4.3.1.9.3	343000_4_N_MA_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	..... Autres prêts à long terme						
3.4.3.2	343000_4_N_DT_AL_E	30 284,4	-895,3	31 179,7	-23 268,0	13 637,0	-36 905,0
	..... Établissements de dépôts autres que la banque centrale						
3.4.3.2.1	343000_4_N_DT_ST_E	-14 587,0	-3 697,5	-10 889,5	-31 875,0	-2 448,0	-29 427,0
	..... À court terme						

Code SDMX	Libellé poste	2020			2021		
		Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde
3.4.3.2.2	343000_4_N_DT_LT_E	44 871,4	2 802,2	42 069,2	8 607,0	16 085,0	-7 478,0
3.4.3.3	343000_4_N_GG_AL_E	0,0	641 617,4	-641 617,4	0,0	474 181,7	-474 181,7
3.4.3.3.1	34300z_4_N_GG_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	(autres que réserves)						
3.4.3.3.2	343000_4_N_GG_ST_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.3.3.3	343000_4_N_GG_LT_E	0,0	641 617,4	-641 617,4	0,0	474 181,7	-474 181,7
3.4.3.4	343000_4_N_OS_AL_E	41 586,1	144 663,2	-103 077,1	62 455,8	4 337,3	58 118,5
3.4.3.4.0.1	343000_4_N_OS_ST_E	12 131,2	732,6	11 398,6	12 035,5	1 809,6	10 225,9
3.4.3.4.0.2	343000_4_N_OS_LT_E	29 454,9	143 930,6	-114 475,7	50 420,3	2 527,7	47 892,6
3.4.3.4.1	343000_4_N_FC_AL_E	15 241,5	18 832,6	-3 591,1	35 727,6	2 620,5	33 107,1
3.4.3.4.1.1	343000_4_N_FC_ST_E	915,9	217,3	698,6	512,3	605,1	-92,8
3.4.3.4.1.2	343000_4_N_FC_LT_E	14 325,6	18 615,3	-4 289,7	35 215,3	2 015,4	33 199,9
3.4.3.4.2	343000_4_N_NC_AL_E	26 344,6	125 830,6	-99 486,0	26 728,2	1 716,8	25 011,4
	ménages et ISBLSM						
3.4.3.4.2.1	343000_4_N_NC_ST_E	11 215,3	515,3	10 700,0	11 523,2	1 204,5	10 318,7
3.4.3.4.2.2	343000_4_N_NC_LT_E	15 129,3	125 315,3	-110 186,0	15 205,0	512,3	14 692,7
3.4.4	344000_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	de garanties standardisées						
3.4.4.1	344000_4_N_CB_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.1.9	344000_4_N_MA_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	échéant)						
3.4.4.2	344000_4_N_DT_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	autres que la banque centrale						
3.4.4.3	344000_4_N_GG_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.4	344000_4_N_OS_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.4.1	344000_4_N_FC_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Autres sociétés financières						
3.4.4.4.2	344000_4_N_NC_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM						
3.4.4.0.1	344100_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Réserves techniques d'assurance hors assurance vie						
3.4.4.0.2	344200_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Droits à assurance vie et à annuités						
3.4.4.0.3	344300_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Droits à pension						
3.4.4.0.4	344400_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Créances des fonds de pension sur les sponsors						
3.4.4.0.5	344500_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Droits à prestations autres que des pensions						
3.4.4.0.6	344600_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées						
3.4.5	345000_4_N_AL_AL_E	511 450,1	-40 428,8	551 878,9	198 258,1	31 336,2	166 921,9
	Crédits commerciaux et avances						
3.4.5.1	345000_4_N_CB_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.1	345000_4_N_CB_ST_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.2	345000_4_N_CB_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9	345000_4_N_MA_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Autorités monétaires (le cas échéant)						
3.4.5.1.9.1	345000_4_N_MA_ST_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9.2	345000_4_N_MA_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2	345000_4_N_DT_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Établissements de dépôts autres que la banque centrale						
3.4.5.2.1	345000_4_N_DT_ST_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2.2	345000_4_N_DT_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3	345000_4_N_GG_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Administrations publiques						
3.4.5.3.1	345000_4_N_GG_ST_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3.2	345000_4_N_GG_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4	345000_4_N_OS_AL_E	511 450,1	-40 428,8	551 878,9	198 258,1	31 336,2	166 921,9
	Autres secteurs						
3.4.5.4.0.1	345000_4_N_OS_ST_E	246 236,5	24 786,5	221 450,0	157 234,3	16 132,3	141 102,0
3.4.5.4.0.2	345000_4_N_OS_LT_E	265 213,6	-65 215,3	330 428,9	41 023,8	15 203,9	25 819,9
3.4.5.4.1	345000_4_N_FC_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Autres sociétés financières						
3.4.5.4.1.1	345000_4_N_FC_ST_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4.1.2	345000_4_N_FC_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4.2	345000_4_N_NC_AL_E	511 450,1	-40 428,8	551 878,9	198 258,1	31 336,2	166 921,9
	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM						
3.4.5.4.2.1	345000_4_N_NC_ST_E	246 236,5	24 786,5	221 450,0	157 234,3	16 132,3	141 102,0
3.4.5.4.2.2	345000_4_N_NC_LT_E	265 213,6	-65 215,3	330 428,9	41 023,8	15 203,9	25 819,9
3.4.6	346000_4_N_AL_AL_E	-75 971,7	-263 015,5	187 043,8	145 849,9	208 966,0	-63 116,1
	Autres comptes à recevoir/ à payer						
3.4.6.1	346000_4_N_CB_AL_E	0,0	-4 461,0	4 461,0	0,0	233 730,0	-233 730,0
3.4.6.1.1	346000_4_N_CB_ST_E	0,0	-4 461,0	4 461,0	0,0	233 730,0	-233 730,0
3.4.6.1.2	346000_4_N_CB_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9	346000_4_N_MA_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Autorités monétaires (le cas échéant)						
3.4.6.1.9.1	346000_4_N_MA_ST_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9.2	346000_4_N_MA_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.6.2	346000_4_N_DT_AL_E	5 128,6	895,3	4 233,3	1 391,0	-2 486,0	3 877,0
	Établissements de dépôts autres que la banque centrale						
3.4.6.2.1	346000_4_N_DT_ST_E	5 128,6	895,3	4 233,3	1 391,0	-2 486,0	3 877,0
3.4.6.2.2	346000_4_N_DT_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3	346000_4_N_GG_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Administrations publiques						
3.4.6.3.1	346000_4_N_GG_ST_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3.2	346000_4_N_GG_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.6.4	346000_4_N_OS_AL_E	-81 100,3	-259 449,8	178 349,5	144 458,9	-22 278,0	166 736,9
	Autres secteurs						
3.4.6.4.0.1	346000_4_N_OS_ST_E	-15 661,9	-83 690,6	68 028,7	81 127,8	-21 231,0	102 358,8
3.4.6.4.0.2	346000_4_N_OS_LT_E	-65 438,4	-175 759,2	110 320,8	63 331,1	-1 047,0	64 378,1
3.4.6.4.1	346000_4_N_FC_AL_E	-159 639,1	-88 520,9	-71 118,2	51 050,7	-32 599,6	83 650,3
	Autres sociétés financières						
3.4.6.4.1.1	346000_4_N_FC_ST_E	-94 785,4	-1 285,3	-93 500,1	15 025,3	-25 547,3	40 572,6
3.4.6.4.1.2	346000_4_N_FC_LT_E	-64 853,7	-87 235,6	22 381,9	36 025,4	-7 052,3	43 077,7
3.4.6.4.2	346000_4_N_NC_AL_E	78 538,8	-170 928,9	249 467,7	93 408,2	10 321,6	83 086,6
	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM						
3.4.6.4.2.1	346000_4_N_NC_ST_E	79 123,5	-82 405,3	161 528,8	66 102,5	4 316,3	61 786,2
3.4.6.4.2.2	346000_4_N_NC_LT_E	-584,7	-88 523,6	87 938,9	27 305,7	6 005,3	21 300,4
3.4.7	347000_4_N_AL_AL_E	0,0	-3 186,5	3 186,5	0,0	240 852,0	-240 852,0
	Droits de tirage spéciaux						

Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acq. nettes d'actifs	2020		Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	2021		Solde
			Débit / Acc. nets de passifs				Débit / Acc. nets de passifs		
3.5	350000_4_N_AL_AL_E	. -- Avoirs de réserve	-60 469,2	0,0	-60 469,2	768 013,0	0,0	768 013,0	
3.5.1	351000_4_N_AL_AL_E	. ---- Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
3.5.1.1	351100_4_N_AL_AL_E	. ----- Or métal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
3.5.1.2	351200_4_N_AL_AL_E	. ----- Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
3.5.2	352000_4_N_AL_AL_E	. ---- Droits de tirage spéciaux	246 746,2	0,0	246 746,2	338 957,0	0,0	338 957,0	
3.5.3	353000_4_N_AL_AL_E	. ---- Position de réserve au FMI	-21 707,2	0,0	-21 707,2	52 154,0	0,0	52 154,0	
3.5.4	354000_4_N_AL_AL_E	. ---- Autres avoirs de réserve	-285 508,2	0,0	-285 508,2	376 902,0	0,0	376 902,0	
3.5.4.1	354100_4_N_AL_AL_E	. ----- Monnaie fiduciaire et dépôts	-285 508,2	0,0	-285 508,2	376 902,0	0,0	376 902,0	
3.5.4.1.1	354110_4_N_AL_AL_E	. ----- Créances sur les autorités monétaires	157,2	0,0	157,2	44,0	0,0	44,0	
3.5.4.1.2	354120_4_N_AL_AL_E	. ----- Créances sur d'autres entités	-285 665,4	0,0	-285 665,4	376 858,0	0,0	376 858,0	
3.5.4.2	354200_4_N_AL_AL_E	. ----- Titres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
3.5.4.2.1	354210_4_N_AL_AL_E	. ----- Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
3.5.4.2.1.1	354210_4_N_AL_ST_E	. ----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
3.5.4.2.1.2	354210_4_N_AL_LT_E	. ----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
3.5.4.2.2	354220_4_N_AL_AL_E	. ----- Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
3.5.4.3	354300_4_N_AL_AL_E	. ----- Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
3.5.4.4	354400_4_N_AL_AL_E	. ----- Autres créances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
6	400000_5_N_AL_AL_E	. Erreurs et omissions nettes	-4 462 591,5	-4 469 020,6	6 429,1	-4 405 302,5	-4 411 736,6	6 434,1	

Position Extérieure Globale
Fréquence : Annuelle
Année : 2021

Code SDMX	Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
300000_4_N_AL_AL_E	Position extérieure globale nette	5 963 955,3	18 270,0	7 611 957,3	1 629 732,0	14 805 130,9	16 359,0	18 167 564,0	3 346 074,1
310000_4_N_AL_AL_E	--- Investissement direct	497 242,9	0,0	525 898,9	28 656,0	4 189 493,9	0,0	5 624 688,6	1 435 194,7
311000_4_N_AL_AL_E	----- Titres de participation et parts de fonds de placement	412 064,9	0,0	433 894,9	21 830,0	2 265 778,2	0,0	2 493 196,3	227 418,1
311100_4_N_AL_AL_E	----- Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéficiaires	412 064,9	0,0	430 674,9	18 610,0	2 265 778,2	0,0	2 451 942,0	186 163,8
311110_4_N_AL_AL_E	----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	369 830,9	0,0	384 579,9	14 749,0	2 243 401,2	0,0	2 427 450,0	184 048,8
311120_4_N_AL_AL_E	----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	13 569,0	0,0	14 731,0	1 162,0	5 895,0	0,0	6 600,0	705,0
311130_4_N_AL_AL_E	----- Entre entreprises soeurs	28 665,0	0,0	31 364,0	2 699,0	16 482,0	0,0	17 892,0	1 410,0
311131_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
311132_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
311133_4_N_AL_AL_E	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
312000_4_N_AL_AL_E	----- Instruments de dette	85 178,0	0,0	93 614,0	8 436,0	1 923 715,7	0,0	3 131 492,3	1 207 776,6
312100_4_N_AL_AL_E	----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	58 079,0	0,0	63 743,0	5 664,0	1 694 482,7	0,0	2 892 546,3	1 198 063,6
312200_4_N_AL_AL_E	----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	10 599,0	0,0	12 413,0	1 814,0	178 411,0	0,0	186 912,0	8 501,0
312300_4_N_AL_AL_E	----- Entre entreprises soeurs	16 500,0	0,0	17 458,0	958,0	50 822,0	0,0	52 034,0	1 212,0
312310_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
312320_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
312330_4_N_AL_AL_E	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31200z_4_N_AL_AL_E	----- Titres de créance :	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31201z_4_N_AL_AL_E	----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31202z_4_N_AL_AL_E	----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31203z_4_N_AL_AL_E	----- Entre entreprises soeurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31213z_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31223z_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31233z_4_N_AL_AL_E	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
320000_4_N_AL_AL_E	--- Investissements de portefeuille	1 188 109,1	0,0	1 430 002,7	241 893,6	3 408 754,5	0,0	3 985 019,1	576 264,6
321000_4_N_AL_AL_E	----- Titres de participation et parts de fonds de placement	34 402,1	0,0	39 663,1	5 261,0	97 167,5	0,0	106 850,1	9 682,6
321000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
321000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
321000_4_N_DT_AL_E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	20 312,1	0,0	23 704,1	3 392,0	17 258,0	0,0	17 258,0	0,0
321000_4_N_OS_AL_E	----- Autres secteurs	14 090,0	0,0	15 959,0	1 869,0	79 909,5	0,0	89 592,1	9 682,6
321000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	3 660,0	0,0	4 132,7	472,7	6 547,0	0,0	7 118,5	571,5
321000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	10 430,0	0,0	11 826,3	1 396,3	73 362,5	0,0	82 473,6	9 111,1
321100_4_N_AL_AL_E	----- Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
321110_4_N_AL_AL_E	----- Cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
321120_4_N_AL_AL_E	----- Non cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
321200_4_N_AL_AL_E	----- Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
32120z_4_N_AL_AL_E	----- Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_AL_AL_E	----- Titres de créance	1 153 707,0	0,0	1 390 339,6	236 632,6	3 311 587,0	0,0	3 878 169,0	566 582,0
322000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_CB_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_CB_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_AL_E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_DT_AL_E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	1 018 293,0	0,0	1 242 720,0	224 427,0	227 181,0	0,0	227 181,0	0,0
322000_4_N_DT_ST_E	----- À court terme	271 255,0	0,0	271 255,0	0,0	138 388,0	0,0	138 388,0	0,0
322000_4_N_DT_LT_E	----- À long terme	747 038,0	0,0	971 465,0	224 427,0	88 793,0	0,0	88 793,0	0,0
322000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	2 851 488,0	0,0	3 417 378,0	565 890,0
322000_4_N_GG_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	10 493,0	0,0	71 793,0	61 300,0
322000_4_N_GG_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	2 840 995,0	0,0	3 345 585,0	504 590,0
322000_4_N_OS_AL_E	----- Autres secteurs	135 414,0	0,0	147 619,6	12 205,6	232 918,0	0,0	233 610,0	692,0
322000_4_N_OS_ST_E	----- À court terme	59 523,0	0,0	65 368,7	5 845,7	40 595,0	0,0	40 990,5	395,5
322000_4_N_OS_LT_E	----- À long terme	75 891,0	0,0	82 250,9	6 359,9	192 323,0	0,0	192 619,5	296,5
322000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	48 922,0	0,0	55 718,5	6 796,5	6 503,0	0,0	7 195,0	692,0
322000_4_N_FC_ST_E	----- À court terme	3 744,0	0,0	4 180,6	436,6	4 459,0	0,0	4 854,5	395,5
322000_4_N_FC_LT_E	----- À long terme	45 178,0	0,0	51 537,9	6 359,9	2 044,0	0,0	2 340,5	296,5
322000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	86 492,0	0,0	91 901,1	5 409,1	226 415,0	0,0	226 415,0	0,0
322000_4_N_NC_ST_E	----- À court terme	55 779,0	0,0	61 188,1	5 409,1	36 136,0	0,0	36 136,0	0,0
322000_4_N_NC_LT_E	----- À long terme	30 713,0	0,0	30 713,0	0,0	190 279,0	0,0	190 279,0	0,0
330000_4_N_AL_AL_E	--- Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_MA_AL_E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_DT_AL_E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_OS_AL_E	----- Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
331000_4_N_AL_AL_E	----- Dérivés financiers (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
331100_4_N_AL_AL_E	----- Options	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
331200_4_N_AL_AL_E	----- Contrats à terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
332000_4_N_AL_AL_E	----- Options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
340000_4_N_AL_AL_E	--- Autres investissements	2 608 474,3	0,0	3 199 643,7	591 169,4	7 206 882,5	16 359,0	8 557 856,3	1 334 614,8
341000_4_N_AL_AL_E	----- Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_AL_AL_E	----- Monnaie fiduciaire et dépôts	182 684,3	0,0	390 557,9	207 873,6	282 695,4	0,0	531 371,0	248 675,6
342000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	19 270,9	0,0	19 626,5	355,6
342000_4_N_CB_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	19 270,9	0,0	19 626,5	355,6
342000_4_N_CB_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_AL_E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_DT_AL_E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	79 512,0	0,0	97 119,0	17 607,0	263 424,5	0,0	511 744,5	248 320,0
34200z_4_N_DT_AL_E	----- Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_DT_ST_E	----- À court terme	79 512,0	0,0	97 119,0	17 607,0	263 424,5	0,0	495 737,5	232 313,0
342000_4_N_DT_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	16 007,0	16 007,0
342000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques	21 921,0	0,0	23 445,3	1 524,3	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_ST_E	----- À court terme	21 921,0	0,0	23 445,3	1 524,3	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_OS_AL_E	----- Autres secteurs	81 251,3	0,0	269 993,6	188 742,3	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_OS_ST_E	----- À court terme	30 508,9	0,0	214 037,7	183 528,8	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_OS_LT_E	----- À long terme	50 742,4	0,0	55 955,9	5 213,5	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	37 202,0	0,0	38 627,3	1 325,3	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_FC_ST_E	----- À court terme	12 865,0	0,0	14 190,3	1 325,3	0,0	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
342000_4_N_FC_LT_E	À long terme	24 337,0	0,0	24 337,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	44 049,3	0,0	231 466,3	187 417,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_NC_ST_E	À court terme	17 643,9	0,0	199 847,4	182 203,5	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_NC_LT_E	À long terme	26 405,4	0,0	31 618,9	5 213,5	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_AL_AL_E	Prêts	672 767,0	0,0	711 954,8	39 187,8	6 482 068,6	0,0	7 086 853,6	604 785,0
343000_4_N_CB_AL_E	Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	258 840,0	0,0	371 469,0	112 629,0
343000_4_N_CB_ST_E	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	254 308,0	0,0	366 937,0	112 629,0
343000_4_N_CB_LT_E	Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_CB_LT_E	Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	4 532,0	0,0	4 532,0	0,0
343000_4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_ST_E	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_ST_E	Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_LT_E	Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	353 260,0	0,0	329 992,0	-23 268,0	352 599,0	0,0	366 236,0	13 637,0
343000_4_N_DT_ST_E	À court terme	255 859,0	0,0	223 984,0	-31 875,0	259 180,0	0,0	256 732,0	-2 448,0
343000_4_N_DT_LT_E	À long terme	97 401,0	0,0	106 008,0	8 607,0	93 419,0	0,0	109 504,0	16 085,0
343000_4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	4 689 194,7	0,0	5 163 376,4	474 181,7
343000_4_N_GG_AL_E	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_GG_ST_E	Autres à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_GG_LT_E	Autres à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	4 689 194,7	0,0	5 163 376,4	474 181,7
343000_4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	319 507,0	0,0	381 962,8	62 455,8	1 181 434,9	0,0	1 185 772,2	4 337,3
343000_4_N_OS_ST_E	À court terme	70 546,0	0,0	82 581,5	12 035,5	81 505,0	0,0	83 314,6	1 809,6
343000_4_N_OS_LT_E	À long terme	248 961,0	0,0	299 381,3	50 420,3	1 099 929,9	0,0	1 102 457,6	2 527,7
343000_4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	143 736,0	0,0	179 463,6	35 727,6	30 342,0	0,0	32 962,5	2 620,5
343000_4_N_FC_ST_E	À court terme	5 598,0	0,0	6 110,3	512,3	2 484,0	0,0	3 089,1	605,1
343000_4_N_FC_LT_E	À long terme	138 138,0	0,0	173 353,3	35 215,3	27 858,0	0,0	29 873,4	2 015,4
343000_4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	175 177,0	0,0	202 499,2	26 728,2	1 151 092,9	0,0	1 152 809,7	1 716,8
343000_4_N_NC_ST_E	À court terme	64 948,0	0,0	76 471,2	11 523,2	79 021,0	0,0	80 225,5	1 204,5
343000_4_N_NC_LT_E	À long terme	110 823,0	0,0	126 028,0	15 205,0	1 072 071,9	0,0	1 072 584,2	512,3
344000_4_N_AL_AL_E	Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_CB_AL_E	Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
344100_4_N_AL_AL_E	Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
344200_4_N_AL_AL_E	Droits à assurance vie et à annuités	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
344300_4_N_AL_AL_E	Droits à pension	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
344400_4_N_AL_AL_E	Créances des fonds de pension sur les sponsors	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
344500_4_N_AL_AL_E	Droits à prestations autres que des pensions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
344600_4_N_AL_AL_E	Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_AL_AL_E	Crédits commerciaux et avances	1 564 628,0	0,0	1 762 886,1	198 258,1	95 074,5	0,0	1 264 410,7	31 336,2
345000_4_N_CB_AL_E	Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_CB_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_CB_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	1 564 628,0	0,0	1 762 886,1	198 258,1	95 074,5	0,0	1 264 410,7	31 336,2
345000_4_N_OS_ST_E	À court terme	864 853,0	0,0	1 022 087,3	157 234,3	174 058,5	0,0	190 190,8	16 132,3
345000_4_N_OS_LT_E	À long terme	699 775,0	0,0	740 798,8	41 023,8	-78 984,0	0,0	-63 780,1	15 203,9
345000_4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	1 547,0	0,0	1 547,0	0,0	1 272,0	0,0	1 272,0	0,0
345000_4_N_FC_ST_E	À court terme	49,0	0,0	49,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_FC_LT_E	À long terme	1 498,0	0,0	1 498,0	0,0	1 272,0	0,0	1 272,0	0,0
345000_4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 563 081,0	0,0	1 761 339,1	198 258,1	93 802,5	0,0	1 25 138,7	31 336,2
345000_4_N_NC_ST_E	À court terme	864 804,0	0,0	1 022 038,3	157 234,3	174 058,5	0,0	190 190,8	16 132,3
345000_4_N_NC_LT_E	À long terme	698 277,0	0,0	739 300,8	41 023,8	-80 256,0	0,0	-65 052,1	15 203,9
346000_4_N_AL_AL_E	Autres comptes à recevoir/ à payer	188 395,0	0,0	334 244,9	145 849,9	228 931,0	0,0	437 897,0	208 966,0
346000_4_N_CB_AL_E	Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	105 487,0	0,0	339 217,0	233 730,0
346000_4_N_CB_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	105 487,0	0,0	339 217,0	233 730,0
346000_4_N_CB_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	14 483,0	0,0	15 874,0	1 391,0	4 313,0	0,0	1 827,0	-2 486,0
346000_4_N_DT_ST_E	À court terme	14 483,0	0,0	15 874,0	1 391,0	4 313,0	0,0	1 827,0	-2 486,0
346000_4_N_DT_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	1 051,0	0,0	1 051,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_ST_E	À court terme	1 051,0	0,0	1 051,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	172 861,0	0,0	317 319,9	144 458,9	119 131,0	0,0	96 853,0	-22 278,0
346000_4_N_OS_ST_E	À court terme	88 865,0	0,0	169 992,8	81 127,8	183 802,0	0,0	162 571,0	-21 231,0
346000_4_N_OS_LT_E	À long terme	83 996,0	0,0	147 327,1	63 331,1	-64 671,0	0,0	-65 718,0	-1 047,0
346000_4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	-155 213,0	0,0	-104 162,3	51 050,7	-86 293,0	0,0	-118 892,6	-32 599,6
346000_4_N_FC_ST_E	À court terme	-93 577,0	0,0	-78 551,7	15 025,3	126,0	0,0	-25 421,3	-25 547,3
346000_4_N_FC_LT_E	À long terme	-61 636,0	0,0	-25 610,6	36 025,4	-86 419,0	0,0	-93 471,3	-7 052,3
346000_4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	328 074,0	0,0	421 482,2	93 408,2	205 424,0	0,0	215 745,6	10 321,6
346000_4_N_NC_ST_E	À court terme	182 442,0	0,0	248 544,5	66 102,5	183 676,0	0,0	187 992,3	4 316,3
346000_4_N_NC_LT_E	À long terme	145 632,0	0,0	172 937,7	27 305,7	21 748,0	0,0	27 753,3	6 005,3
347000_4_N_AL_AL_E	Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	118 113,0	16 359,0	375 324,0	240 852,0
350000_4_N_AL_AL_E	Avoirs de réserve	1 670 129,0	18 270,0	2 456 412,0	768 013,0	0,0	0,0	0,0	0,0
351000_4_N_AL_AL_E	Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
351100_4_N_AL_AL_E	Or métal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
351200_4_N_AL_AL_E	Complexes en or non affectés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
352000_4_N_AL_AL_E	Droits de tirage spéciaux	247 780,0	26 585,0	613 322,0	338 957,0	0,0	0,0	0,0	0,0
353000_4_N_AL_AL_E	Position de réserve au FMI	6 024,0	-8 315,0	49 863,0	52 154,0	0,0	0,0	0,0	0,0
354000_4_N_AL_AL_E	Autres avoirs de réserve	1 416 325,0	0,0	1 793 227,0	376 902,0	0,0	0,0	0,0	0,0
354100_4_N_AL_AL_E	Monnaie fiduciaire et dépôts	1 416 325,0	0,0	1 793 227,0	376 902,0	0,0	0,0	0,0	0,0
354110_4_N_AL_AL_E	Créances sur les autorités monétaires	3 300,0	0,0	3 344,0	44,0	0,0	0,0	0,0	0,0
354120_4_N_AL_AL_E	Créances sur d'autres entités	1 413 025,0	0,0	1 789 883,0	376 858,0	0,0	0,0	0,0	0,0
354200_4_N_AL_AL_E	Titres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
354210_4_N_AL_AL_E	Titres de créance								

Importations de produits pétroliers

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Produits pétroliers	637 408,4	856 133,2	1 254 412,1	1 234 317,6	1 040 859,8	1 359 052,0
Huile brute de pétrole	245 615,0	301 964,8	378 633,1	236 429,2	253 816,2	284 624,7
Gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux.	43 296,1	50 313,6	60 141,8	54 027,3	66 359,6	81 202,8
Produits pétroliers raffinés	305 275,3	446 140,2	723 611,3	876 714,0	667 075,8	915 151,3
Houille, Goudron, Brai, Bitumes, Asphalte et autres produits liés	43 222,0	57 714,5	92 025,9	67 147,0	53 608,1	78 073,2

Importations des autres produits alimentaires

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Autres produits alimentaires	263 177,1	324 541,3	368 759,3	408 862,5	417 437,5	454 782,0
Animaux vivants	679,0	2 520,8	928,9	2 466,7	664,1	2 681,9
Viandes et abats comestibles	5 875,7	7 530,2	7 711,5	8 260,3	8 209,5	12 517,7
Poissons vivants	12,7	9,8	7,2	8,4	4,4	2,5
Produits halieutiques	11 800,1	20 585,2	46 454,1	35 250,7	32 535,5	34 527,1
Céufs (sans coquille et avec coquille)	7 116,6	8 755,8	10 302,5	9 640,9	12 830,0	14 575,5
Produits non comestibles d'origines animales	89,8	249,3	141,6	69,9	39,7	79,4
Oignons	14 593,2	27 768,3	22 429,2	24 400,6	27 369,5	25 474,5
Autre produits horticoles	12 762,2	19 225,7	13 387,0	18 570,7	20 156,5	16 592,1
Noix et autres fruits à coques secs et ou décortiqués	1 257,4	1 033,4	1 029,9	1 227,0	1 151,2	1 745,4
Bananes	4 440,1	6 137,0	7 145,9	8 862,9	9 493,0	9 792,6
Agrumes	821,9	1 058,8	2 020,2	2 211,8	3 151,2	3 613,1
Autres fruits comestibles	6 739,9	8 225,9	10 029,7	12 452,8	11 862,2	12 565,4
Café, thé et divers épices	8 185,8	8 631,5	11 636,4	8 734,2	7 832,5	8 710,8
Graines et autres fruits oléagineux	8 640,9	8 140,7	13 087,3	15 188,6	11 436,0	13 574,4
Gommes et autres résines alimentaires	205,9	218,2	302,7	359,7	126,8	319,5
Préparations alimentaires contenant 10 à 50% de cacao	66 047,9	83 884,5	83 393,7	114 827,7	112 772,1	115 009,4
Jus de fruits ou de légumes	11 603,4	12 121,3	10 301,8	12 453,5	9 957,0	8 901,2
Tomates préparés ou en conserves	6 928,2	7 356,0	5 327,2	5 753,6	9 787,8	6 965,5
Préparations alimentaires (soupes, potages, bouillons, etc.)	35 252,1	35 853,6	34 915,2	39 060,9	45 573,9	45 802,7
Autres produits alimentaires n.c.a.	60 124,2	65 235,3	88 207,1	89 061,6	92 484,7	121 331,3

Importations de biens d'équipements

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Biens d'équipement	856 972,1	974 300,0	961 046,8	1 184 750,8	1 002 530,9	1 128 732,2
Machines et moteurs	397 229,9	432 037,5	389 344,5	475 735,8	423 362,5	536 348,1
Groupe électrogène et machines et moteurs connexes	30 483,3	54 607,9	51 435,4	46 461,3	40 831,3	49 229,0
Pompes et machines connexes	25 641,3	23 827,7	23 612,1	26 699,3	33 643,2	38 941,6
Machines et appareils pour le conditionnement de l'air	6 597,8	8 025,1	8 797,0	7 904,5	6 746,2	14 812,6
Machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités.	12 727,9	10 587,7	15 019,6	14 532,7	15 619,8	15 958,8
Machines à trier les minéraux solides; à agglomérer; à former les moules	28 515,3	32 376,1	22 708,0	22 736,4	21 265,9	32 025,0
Bulldozers, angledozer, scrapers, excavateurs, compacteurs, autopropulsés	41 592,6	65 269,3	54 162,7	57 041,2	48 780,3	45 718,5
Parties reconnaissables comme étant destinées aux machines des 8425,8430.	20 675,0	20 158,8	22 241,6	24 629,1	25 643,8	28 256,8
Machines destinées à l'agriculture	20 800,3	7 998,4	24 524,2	19 527,3	9 883,3	11 063,3
Autres Machines et moteurs	210 196,4	209 186,4	166 843,9	256 204,0	220 948,7	300 342,4
Autres appareils	171 856,9	248 343,4	196 919,8	271 931,2	268 214,7	263 747,4
Piles, batteries et autres accumulateurs électriques	5 878,7	7 040,9	6 099,0	15 101,3	16 001,0	9 805,5
Appareils électriques de téléphone	78 548,6	99 534,4	82 612,6	85 711,0	87 281,5	98 405,2
Supports électroniques enregistrés ou non	10 563,5	8 285,3	8 168,0	14 324,3	10 666,9	7 631,0
Appareils d'émission et de réception radiophonique et télévisuel	16 462,2	14 114,9	20 165,0	30 579,7	25 747,2	25 965,6
Appareillage électrique et leurs parties reconnaissables	19 652,0	52 315,1	28 832,9	40 227,9	46 478,1	47 504,4
Fils électrique	12 200,4	28 458,8	26 601,5	47 480,7	34 020,2	45 186,2
Autres	28 551,5	38 594,1	24 440,8	38 506,2	48 019,8	29 249,6
Matériels de transport	287 885,2	293 919,2	374 782,4	437 083,9	310 953,6	328 636,6
Matériels de transport par voies ferrées	2 487,8	1 605,8	9 479,7	95 520,3	22 904,9	5 091,2
Cadres et conteneurs multimodaux	1 079,2	1 703,3	1 188,7	1 878,0	1 342,9	3 394,0
Tracteurs	26 117,2	33 382,3	35 481,6	34 761,2	25 316,2	29 013,5
Véhicules de transport en commun	42 217,5	4 343,4	7 415,5	10 281,3	6 703,1	23 330,9
Véhicules de tourisme	95 064,8	107 316,6	117 802,9	107 642,6	96 895,6	113 094,2
Véhicules de transport de marchandises	60 062,9	68 209,0	72 270,5	65 441,4	50 517,8	70 274,5
Véhicules automobiles à usages spéciaux	14 213,7	23 434,6	25 626,2	26 517,0	17 467,2	22 714,9
Divers pièce détachées automobiles	17 111,8	12 769,9	14 952,2	18 972,4	14 720,2	17 458,9
Motocycles et bicyclettes	5 308,9	6 159,2	6 902,8	8 013,3	9 583,3	10 156,2
Remorques et semi-remorques ainsi que leurs parties et accessoires	9 074,4	10 757,7	17 079,1	15 713,8	10 945,1	10 319,9
Véhicules aériens et leurs et accessoires	671,5	2 893,3	1 094,1	1 204,2	2 245,6	2 656,1
Véhicules de transports par eaux, leurs parties et accessoires	10 505,4	13 438,0	60 819,9	47 882,9	29 014,7	15 425,6
Autres	3 970,2	7 906,1	4 669,4	3 255,3	23 297,0	5 706,7

Importations des autres biens intermédiaires

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Biens intermédiaires	644 891,3	777 186,1	932 191,9	964 537,6	939 818,7	1 211 900,3
Graisses et huiles	85 146,1	103 606,3	90 771,2	97 099,9	139 744,7	119 583,4
Produits chimiques et des industries parachimiques	92 936,6	106 356,0	140 880,8	127 142,1	126 755,1	210 943,6
Engrais	25 018,6	21 893,8	21 955,9	33 621,2	33 760,8	23 453,2
Tanants, peintures, colorants ou ancrés (d'origine animale ou végétale)	14 627,0	16 040,6	19 077,4	19 157,1	18 475,3	28 469,2
Feux d'artifice, allumette et autres articles inflammables similaires	1 965,0	2 689,9	2 536,0	3 113,0	2 619,1	3 035,7
Papiers, films et autres supports impressionnés	1 079,5	812,6	950,1	709,7	1 131,1	927,9
Graphite artificiel et charbons	1 089,4	872,7	419,4	338,5	1 158,5	558,3
Lessives, insecticides et produits apparentés	36 513,0	38 026,1	35 376,2	38 163,4	46 112,8	54 993,7
Polymères	99 265,2	112 056,6	126 106,8	131 543,8	133 876,3	176 550,7
Caoutchouc, produits similaires et articles à base de caoutchouc	24 240,6	28 931,7	28 773,4	34 468,9	39 366,3	37 996,5
Pierres, céramiques et ouvrages apparentés	29 382,8	35 044,3	54 399,2	49 490,6	42 739,4	50 933,9
Verres, ouvrages et articles en verres	9 956,5	11 959,8	14 979,5	13 495,3	12 031,7	17 103,3
Pierres et métaux précieux (y compris or et platine)	1 600,6	1 432,0	1 724,3	2 184,2	1 448,9	1 723,1
Produits ferreux	176 582,6	235 189,8	331 930,9	329 537,4	273 996,9	400 422,0
Métaux non ferreux et ouvrages associés	45 488,0	62 274,1	62 310,8	84 472,5	66 601,8	85 205,8

Présentation détaillée des exportations (Commerce général FOB)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Total commerce général FOB non ajusté	1 551 290,4	1 750 311,6	2 015 678,7	2 446 666,4	2 261 346,1	2 884 802,2
Produits arachidières	75 741,8	65 418,5	63 595,7	153 110,7	120 736,7	168 585,4
Huile brute	15 215,5	16 607,1	23 830,3	41 323,7	6 790,8	13 770,0
Tourteaux	559,0	417,7	174,4	276,2	241,4	26,8
Graines	59 967,3	48 393,7	39 590,9	111 510,7	113 704,5	154 788,5
Phosphates	18 587,4	18 447,4	16 186,6	22 332,7	11 493,2	22 050,5
Produits halieutiques	217 903,2	236 356,9	274 229,8	330 835,0	277 933,1	312 977,2
Produits Frais	34 998,1	33 603,6	27 955,1	38 300,6	19 495,2	23 761,3
Produits congelés	176 837,0	194 245,8	232 714,2	249 387,0	226 158,2	276 155,0
Conserves	3 335,4	6 085,3	11 735,1	40 183,4	29 827,1	11 746,8
Produits transformés	2 732,7	2 422,1	1 825,5	2 964,0	2 452,6	1 314,1
Sel	10 957,0	8 682,0	8 165,1	10 272,6	9 822,8	10 285,9
Coton	8 598,3	6 523,9	7 026,4	7 031,3	5 783,5	8 966,1
Produits horticoles	51 246,2	62 873,9	81 461,7	101 478,2	95 636,7	145 719,9
Légumes	31 157,7	40 089,3	40 618,1	41 417,5	51 650,2	60 804,7
Fruits	20 088,5	22 784,6	40 843,6	60 060,7	43 986,5	84 915,2
Produits pétroliers	161 364,0	242 944,5	303 947,3	477 716,6	357 523,6	436 884,8
Produits chimiques des ICS	125 741,9	114 909,1	183 277,5	225 151,5	172 903,3	298 404,6
Engrais solides	10 191,3	18 935,3	26 048,0	29 452,1	21 257,8	33 056,3
Acide phosphorique	115 550,6	95 973,9	157 229,5	195 699,5	151 645,5	265 348,3
Ciment	122 799,1	117 743,3	86 503,3	77 682,2	73 746,0	86 230,8
Produits alimentaires	149 605,2	171 211,8	182 104,1	173 019,6	168 001,8	192 711,2
Bétail et viande	429,2	945,6	1 500,3	1 165,9	272,8	177,3
Produits laitiers	4 874,6	3 847,8	5 071,9	3 235,9	4 933,1	4 730,7
Céréales et autres graines	34 422,2	26 143,9	37 048,6	36 933,0	21 785,4	40 277,1
<i>dont Riz</i>	27 024,6	18 410,9	24 888,3	29 786,4	14 043,0	23 721,9
Graisses et huiles alimentaires	5 456,6	6 046,1	10 598,6	5 433,2	2 956,7	4 188,3
Produits alimentaires transformés	97 824,8	128 519,4	121 203,0	119 668,7	129 969,8	135 359,9
<i>dont bouillons préparés</i>	62 911,3	72 434,2	72 241,9	76 942,6	76 247,5	84 291,4
Autres produits et déchets alimentaires	6 597,9	5 709,0	6 681,8	6 582,7	8 084,0	7 978,0
Boissons et tabac	69 008,4	65 917,4	56 430,0	48 369,1	48 726,3	56 484,5
Boissons	1 892,3	3 155,1	3 027,9	4 925,4	12 670,0	10 084,7
Tabacs	67 116,1	62 762,3	53 402,1	43 443,7	36 056,3	46 399,8
Produits miniers (zircon et titane)	58 524,7	82 469,7	99 744,8	115 423,6	116 197,0	150 318,7
Or non monétaires	193 346,9	220 144,4	313 375,1	375 734,0	422 698,5	539 778,0



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int